



ECA/SRO-EA/ICE/2013/06

Original : English

## ***REUNION DU GROUPE D'EXPERTS AD-HOC (AEGM) SUR LES RESSOURCES NATURELLES***

# **Rapport spécial sur « l'IRRN de la CIRGL et les autres mécanismes de certification dans la Région des Grands Lacs : Enseignements et meilleures pratiques »**

<http://obs-ea.uneca.org/ice2013/>



Economic Commission  
for Africa

Sub-Regional Office for Eastern Africa (SRO-EA)

P.O. Box 4654, Kigali, Rwanda  
Tel: (250) 0252 586548 /49 Fax: (250) 0252 586546  
[www.uneca.org](http://www.uneca.org) E-mail : [easrde@uneca.org](mailto: easrde@uneca.org)



## Table of Contents

1	INTRODUCTION .....	4
2	CERTIFICATION DES MINERAIS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS : UN DÉFI CONSTANT .....	6
3	Initiative régionale de la CIRGL sur les ressources naturelles (IRRN) .....	11
3.1	Introduction .....	11
3.2	Gouvernance de l'IRRN .....	12
3.3	Les six outils de la RINR.....	12
3.3.1	<i>Mécanisme de certification régional (MCR)</i> .....	13
3.3.2	<i>Harmonisation des lois nationales</i> .....	16
3.3.3	<i>Base de données régionale sur les flux de minéraux</i> .....	16
3.3.4	<i>Formalisation</i> .....	17
3.3.5	<i>Mécanisme d'apprentissage par les pairs de l'ITIE</i> .....	17
3.3.6	<i>Mécanisme de dénonciation</i> .....	17
3.3.7	<i>Caractérisation analytique dans le cadre de la RINR</i> .....	17
3.4	Etat de mise en œuvre par les Etats membres de la CIRGL au regard des six outils .....	17
3.4.1	<i>Mise en œuvre générale</i> .....	17
3.4.2	<i>Evolution de la mise en œuvre par pays (voir annexe 1)</i> .....	21
3.4.3	<i>Principales réalisations et facteurs de succès</i> .....	22
3.4.4	<i>Défis</i> .....	23
4	Comparaison de la RINR avec d'autres systèmes et initiatives de certification .....	25
4.1	Système de certification du processus de Kimberley (SCPK).....	25
4.1.1	<i>Réalisations, réussites et points forts du SCPK</i> .....	25
4.1.2	<i>Défis et faiblesses du SCPK</i> .....	26
4.1.3	<i>Enseignements du SCPK</i> .....	27
4.2	Le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence .....	28
4.3	La loi Dodd-Frank .....	29
4.4	La norme pour le commerce équitable et l'extraction équitable (FT/FM) de l'ASM relative à l'or 30	
4.5	La norme relative à l'exploitation aurifère sans conflit (CFG) du Conseil mondial de l'or ... 31	
4.5.1	<i>Réalisations</i> .....	32
4.5.2	<i>Critères de réussite</i> .....	33
4.5.3	<i>Défis</i> .....	33
4.6	L'Initiative de l'ITRI sur la chaîne d'approvisionnement de l'étain (iTSCi).....	34
4.6.1	<i>Défis</i> .....	35

4.7	Le système de Certification des Chaînes Commerciales (CTC) et technologie de caractérisation analytique de BGR.....	35
4.8	Le programme Fonderies sans conflit (CFS).....	37
4.9	L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) .....	37
5	Conclusion et marche à suivre .....	39
6	Références .....	43
7	Annexe 1- Mise en œuvre des six outils - analyse par pays.....	48

-----

## Liste des graphiques

Figure 1 :	La République Démocratique du Congo et les pays voisins .....	6
Figure 2:	Chaîne d'approvisionnement des minéraux .....	9
Figure 3:	Chaîne d'approvisionnement des minéraux par mécanisme .....	10
Figure 4:	Flux de minéraux des Grands Lacs dans la région du Congo .....	15
Figure 5:	Suivi par la CIRGL des flux de minéraux des Grands Lacs .....	16

# 1 INTRODUCTION

Plusieurs pays africains sont dotés de quantités considérables de ressources minérales. Ces ressources jouent un rôle crucial dans l'économie, car elles représentent une part importante des exportations. En effet, les exportations de ressources minérales contribuent aux exportations de marchandises dans près de la moitié des 54 pays que compte l'Afrique.

Bien que l'exploitation des ressources minérales doive avoir un effet positif sur la croissance économique étant donné qu'elle fournit des ressources financières suffisantes pour la construction de l'infrastructure économique et du capital humain, ce n'est pas le cas pour la plupart des pays africains. La mauvaise performance dans les économies minérales est liée, entre autres, à la négation des droits et aux conflits sur les ressources, à la faiblesse des cadres juridiques, réglementaires et des capacités institutionnelles, notamment pour la négociation des accords miniers, aux flux financiers illicites perdus par l'Afrique à travers les prix de transfert et d'autres mécanismes utilisés par les entreprises privées, et à l'impact négatif de la rente des ressources sur le fonctionnement des institutions politiques, étant donné qu'elles créent des incitations politiques à la gestion discrétionnaire ou non transparente des dépenses publiques.

Le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et les conflits est bien établi. Les conflits dus aux ressources naturelles ont été alimentés par les griefs concernant l'accès aux droits, la perception de parts inéquitables des avantages, les groupes marginalisés ou des raisons purement économiques : l'entreprise de la guerre. Les cas classiques sont notamment le rôle joué par le diamant dans l'alimentation des conflits en Angola, en Sierra Leone et au Libéria, et celui joué par l'or, le diamant, le coltan et d'autres minerais dans le cas de la RD Congo. Plusieurs mécanismes ont été mis en place pour endiguer ce lien, en particulier le Processus de Kimberley, qui vise à améliorer la traçabilité dans l'industrie diamantaire et à éliminer le trafic des diamants de conflit. Dans la région des Grands Lacs, qui est le plus souvent citée comme un exemple de la malédiction des ressources, le cadre le plus important est l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR), coordonnée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

Les «minéraux de conflit» sont les minéraux qui, une fois vendus ou échangés, ont joué un rôle clé permettant d'alimenter les conflits et de vastes violations des droits humains, depuis les années 1990, en République démocratique du Congo (RDC). Les principaux minéraux de conflit sont les soi-disant «3TG» : minerais de tantale et de niobium, l'étain, le tungstène, l'or, et leurs dérivés. Divers efforts internationaux visant à briser le lien entre le commerce des minéraux et les conflits dans la région des Grands Lacs ont été proposés ou sont en cours. Les principales initiatives sont les systèmes de suivi et de certification des minéraux portés par les gouvernements et l'industrie. Ils visent à surveiller le commerce des minéraux afin d'empêcher les groupes armés de bénéficier financièrement de ce commerce, conformément aux politiques de *due diligence* au niveau sectoriel et/ou des entreprises interdisant les transactions avec les groupes armés.

Reconnaissant que le problème clé est le maillon manquant entre la chaîne d'approvisionnement des ressources naturelles et l'économie formelle des États membres de la CIRGL, et le fait que l'exploitation et le commerce dans la région se font souvent dans l'illégalité, la RINR de la CIRGL vise à remédier à ces problèmes à travers une approche globale comprenant un mécanisme de certification régional élaboré (MCR).

Le rapport spécial sur la mise en œuvre de la RINR CIRGL commencera par analyser les processus de certification en général et leurs défis, mettra l'accent sur la RINR CIRGL, mettra en évidence les progrès réalisés ainsi que les réalisations et les facteurs de succès, identifiera les enjeux et défis qui ont pu se poser et qui empêchent sa mise en œuvre, et fera une analyse comparative avec d'autres mécanismes et initiatives de certification.

Le rapport spécial cherchera à :

- analyser les processus de certification et leurs défis
- informer sur les réalisations et les facteurs de succès ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la RINR dans les États membres
- identifier les enjeux et défis qui entravent sa mise en œuvre
- fournir une analyse comparative avec les autres initiatives existantes (le système de certification du processus de Kimberley, le Guide de l'OCDE, la loi Dodd-Frank, la norme commerce équitable / extraction équitable, la norme relative à l'exploitation aurifère sans conflit, l'ITSCI de l'ITRI, le système de Certification de la Chaîne du Commerce, le programme Fonderies sans conflit (SCF), l'ITIE)
- tirer les enseignements et les meilleures pratiques
- proposer des solutions et la marche à suivre
- recueillir les commentaires des différentes parties prenantes après sa présentation lors du 17e CIE à Kampala, en Ouganda
- discuter de la question avec des experts, des praticiens et autres parties prenantes lors d'une réunion du Groupe d'experts ad hoc (AEGM) organisée à Kampala, en Ouganda.

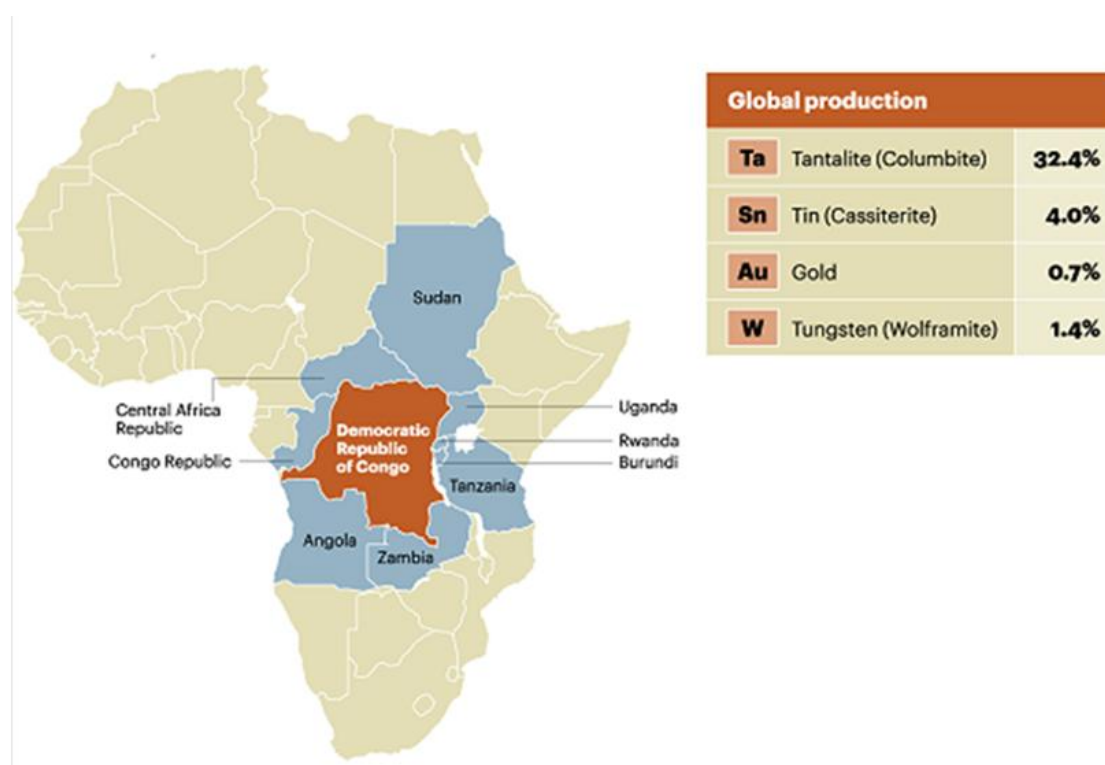
Les résultats globaux escomptés sont les suivants :

- Une meilleure compréhension des mécanismes de certification par l'analyse des chaînes d'approvisionnement des ressources minérales afin d'éviter tout lien avec les conflits
- la sensibilisation sur la RINR de la CIRGL
- l'amélioration des connaissances sur les meilleures pratiques et les enseignements à travers l'analyse comparative avec d'autres mécanismes et initiatives de certification
- le renforcement de partenariat et de collaboration avec la CIRGL

## 2 CERTIFICATION DES MINÉRAIS DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS : UN DÉFI CONSTANT

Des minéraux tels que l'étain, le tantale, le tungstène et, à un degré moindre, l'or<sup>1</sup> (3TG), qui sont des intrants importants pour les Smartphones (téléphones intelligents), les ordinateurs portables et autres produits<sup>2</sup>, proviennent principalement de la RDC et de la région des Grands Lacs d'Afrique. Ces minéraux sont principalement exploités par les mineurs artisanaux et à petite échelle dont la subsistance dépend beaucoup de ces chaînes d'approvisionnement de minéraux. Malheureusement, ces minéraux contribuent également au financement du conflit armé continu en RDC et ont été appelés «minéraux de conflit». Le conflit en RDC a été l'un des plus tragiques de ces dernières décennies. On estime que la perte totale en vies humaines dans la région a dépassé 5 millions. Il existe un certain nombre de questions qui nourrissent le conflit, mais l'un des plus discutés est le rôle que le commerce des minéraux, en particulier les 3TG, joue dans le financement des conflits. La figure 1 montre la carte de la RDC et des pays voisins ainsi que quelques chiffres sur la production mondiale des 3 TG.

Figure 1 : La République Démocratique du Congo et les pays voisins



Source: A.T. Kearney Analysis. June 2012

<sup>1</sup>US Geological Survey, 2010; Bawa, 2010.

<sup>2</sup>Le secteur des TIC consommé plus de 50%-60% de tantale, jusqu'à 26% d'étain et 9% d'or (Burt, 2011; Vodafone, 2012.)

Conformément à sa résolution 1291 (2000), en juin 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) a mis sur pied le Groupe d'experts pour enquêter sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC et identifier les liens potentiels entre les ressources naturelles et le conflit en cours dans l'est de la RDC.<sup>3</sup>En 2003, le Groupe d'experts a remis son rapport final concluant que : « *La circulation des armes, l'exploitation et la poursuite du conflit sont inextricablement liés* ». <sup>4</sup>

La traçabilité et le suivi de la provenance et des chaînes d'approvisionnement de ces minéraux sont essentiels, car ils peuvent être utilisés pour alimenter les conflits et pourraient conduire à des déplacements massifs et à l'instabilité. Si leurs provenance et « circuits » ne sont pas transparents, cela pourrait également déclencher un boycott de la part des consommateurs et la perte de confiance des investisseurs, décourageant les gens de réellement profiter de ces ressources d'une manière durable. L'exploitation minière elle-même n'est pas intrinsèquement non durable si elle est gérée de façon responsable. Une solution régionale est utile car les minéraux de conflit sont exploités dans un pays et exportés par un autre. Par ailleurs, un mécanisme de suivi et de certification complet des minéraux est nécessaire.

Création relativement nouvelle dans le sillage de la mondialisation, la certification est le résultat de la volonté des consommateurs du monde entier de s'assurer que les produits qu'ils utilisent dans leur vie quotidienne respectent certaines normes éthiques et environnementales, même si l'approvisionnement en matières premières et produits manufacturés s'est déplacé à l'étranger au-delà de la portée de leur propre législation nationale. En reconnaissance du pouvoir et de l'influence que le public et les consommateurs ont, les producteurs de ces produits sont conscients qu'ils doivent répondre à cette demande du marché. En effet, on assiste à l'émergence de nouveaux marchés en plein essor pour les produits «éthiquement certifiés». La certification est donc, par nature, un accord volontaire entre les consommateurs et les producteurs, indépendamment de l'endroit où ils vivent dans le monde. Tandis que les consommateurs acceptent de chercher ou limiter leur consommation à certains produits spécifiques qui respectent leur norme, les producteurs s'engagent à respecter cette même norme convenue. Les deux parties conviennent d'un vérificateur indépendant pour vérifier le respect de la norme, la rendant profitable aux deux parties.

Les producteurs ont tout à gagner de cet accord. Les systèmes de certification pourraient être considérés par les producteurs comme une autre forme d'atténuation des risques dans la gestion des marques. En effet, les producteurs pourraient avoir un accès plus sûr au marché – ce qui est un atout par rapport aux concurrents qui ne sont pas certifiés – et souvent un prix plus élevé, volontairement payé par les consommateurs, en reconnaissance de la valeur ajoutée du produit. En outre, les systèmes de certification réduisent les coûts de transaction pour la fourniture d'une assurance de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Les consommateurs gagnent en termes de satisfaction de savoir que leurs décisions d'achat quotidiennes soutiennent les normes morales, éthiques et environnementales auxquelles ils souscrivent. Si les processus de certification ont initialement été portés par les organisations de la société civile (OSC) et les consommateurs instruits, ils ont obtenu le soutien du secteur privé et des agences de développement comme moyen de promouvoir la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les pays en développement.

---

<sup>3</sup>Conseil de sécurité des Nations Unies, 2003-2005

<sup>4</sup>Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse en République démocratique du Congo, S/2003/1027, 23 octobre 2003. Paragraphe 59, p. 19.

Si les sanctions visent à utiliser les forces économiques pour influencer les comportements en se retirant du marché, la certification offre aux acheteurs intéressés (consommateurs et entreprises) un mécanisme leur permettant d'acheter de manière sélective uniquement les matières qui répondent à une certaine norme, que ce soit l'origine, la méthode de production ou l'impact social et environnemental. Lorsque le conflit est le problème majeur, un certificat d'origine garantit à l'acheteur que, au minimum, le produit de l'achat de la matière ne sera pas utilisé pour financer des groupes armés belligérants ou pour leur profiter. C'est le cas du Processus de Kimberley. D'autres systèmes de certification vont au-delà de l'origine et garantissent les conditions dans lesquelles le produit est fabriqué. La *Fair Labor Association* (FLA) est née des allégations selon lesquelles les fabricants de vêtements des pays en développement utilisaient des pratiques d'exploitation dans la fabrication des textiles et vêtements destinés au détail dans les pays développés. La FLA certifie que les vêtements et textiles ont été fabriqués d'une manière qui respecte les droits des travailleurs. Dans la même veine, la certification du *Forest Stewardship Council* (FSC) garantit que les produits du bois en question ont été obtenus d'une manière qui respecte la durabilité environnementale.

Un système de certification de minéraux selon ce modèle garantit non seulement leur origine et traçabilité, mais aussi certifie que les conditions dans lesquelles ils ont été exploités et commercialisés ont respecté certaines normes. La certification de l'origine et la traçabilité des minéraux permet de relier ces normes aux sites miniers spécifiques. Ce type de certification pourrait aider les acheteurs à réduire l'approvisionnement des minerais de conflit et à enrayer la violation des normes générales internationales (travail des enfants, par exemple) dans leur chaîne d'approvisionnement. Ce faisant, ils choisissent positivement des minéraux éthiques, acquis et produits d'une manière ayant contribué au développement économique et social paisible de la région des Grands Lacs.

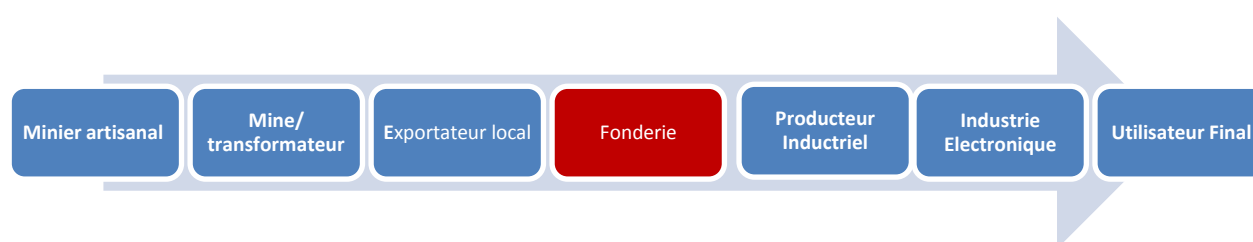
Tout en reconnaissant et concentrant les efforts sur un plus large éventail de questions de RSE, de nombreuses ONG, entreprises, gouvernements et consommateurs ont exprimé leur préoccupation et consacré beaucoup d'attention sur le lien entre l'extraction des ressources naturelles et les conflits. L'extraction et le commerce de minéraux (notamment les diamants), du bois et du pétrole sont considérés comme ayant directement ou indirectement financé des groupes belligérants et la violence ou d'autres atteintes aux droits humains dans des pays tels que la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, le Cambodge, l'Angola et le Libéria. Depuis 1996, la République démocratique du Congo (RDC) a été au centre des préoccupations internationales, ayant des antécédents de problèmes de gouvernance et de grands gisements de minéraux que l'on soupçonne de contribuer à la violence perpétrée par les groupes rebelles ainsi que l'armée congolaise.

De nombreux minéraux en provenance de zones de conflit comme la RDC, notamment l'or, l'étain, le tantale et le tungstène, se retrouvent dans des produits tels que les ordinateurs, les téléphones cellulaires et autres appareils électroniques personnels, ainsi que dans de nombreux autres produits tels que les bijoux, les avions et les automobiles. Une plus grande prise de conscience de ces questions de la part du public et des industries utilisatrices finales telles que le secteur de l'électronique a suscité une enquête plus approfondie sur leurs chaînes d'approvisionnement. Cependant, ces entreprises font face à des défis importants en raison d'un manque de transparence, d'une structure et de relations complexes, en particulier les chaînes d'approvisionnement des métaux.



La complexité des minéraux de conflit apparaît quand on examine une entreprise de communications à titre d'exemple. Elle doit filtrer au travers de 35 fabricants, 60 à 80 fournisseurs de pièces, plus de 1000 fournisseurs d'éléments de produits et un nombre inconnu de distributeurs pour accéder à l'ensemble de ses sources. Puisque seulement de très petites quantités de minéraux de conflit sont généralement intégrées dans un produit donné, la traçabilité est encore plus difficile. Par exemple, un ordinateur portable de 2 kg contient 10 grammes d'étain, 0,6 grammes de tantale, 0,3 grammes d'or et 0,0009 g de tungstène. Les fonderies – là où les métaux d'origines diverses se retrouvent pour être transformés – ont été identifiées comme le point de traçabilité crucial. Heureusement, le nombre de fonderies dans le réseau global d'approvisionnement est encore gérable.<sup>5</sup> (Voir la figure 2 pour une illustration de la chaîne d'approvisionnement des minéraux).

**Figure 2: Chaîne d'approvisionnement des minéraux**



Les minéraux perdent généralement leur provenance (ou traçabilité) à mesure qu'ils évoluent dans la chaîne d'approvisionnement, de la mine au produit. La transparence peut être contestée en raison de l'une ou plusieurs des caractéristiques et processus typiques de chaîne d'approvisionnement suivants : le mélange de minerai, en particulier lors de la commercialisation et avant la fusion, le procédé de fusion ou d'affinage où le minerai est traité pour obtenir le métal-cible, une fonderie puisant souvent dans différentes sources, et / ou la re-fusion, la transformation ou le recyclage des métaux. Même s'il ya eu d'énormes progrès en ce qui concerne la certification, il reste encore quelques difficultés de vérification des sources qui entrent dans la chaîne d'approvisionnement à partir des mines illégales ou qui font partie de l'économie informelle. Avec ces sources, une trace écrite peut être difficile à établir et à vérifier, et beaucoup mettent en doute la crédibilité de la tenue de fichiers liés à ces sources. Dans des régions comme les Grands Lacs, les mécanismes de suivi des chaînes commerciales sont susceptibles d'être nécessaires en ce qui concerne les sources informelles, artisanales et de petite échelle. Des exemples positifs de mécanismes pertinents sont notamment ceux élaborés par l'*Association for Responsible Mining*.<sup>6</sup>

Cela signifie que, même si les entreprises utilisatrices finales ont la possibilité d'établir et d'avoir confiance dans les sources pour un certain pourcentage des métaux présents dans leurs produits, elles ne peuvent pas affirmer à 100% de certitude l'origine des différents métaux ou du produit dans son ensemble, sans des modifications importantes et / ou des mécanismes d'assurance dans leurs chaînes d'approvisionnement.

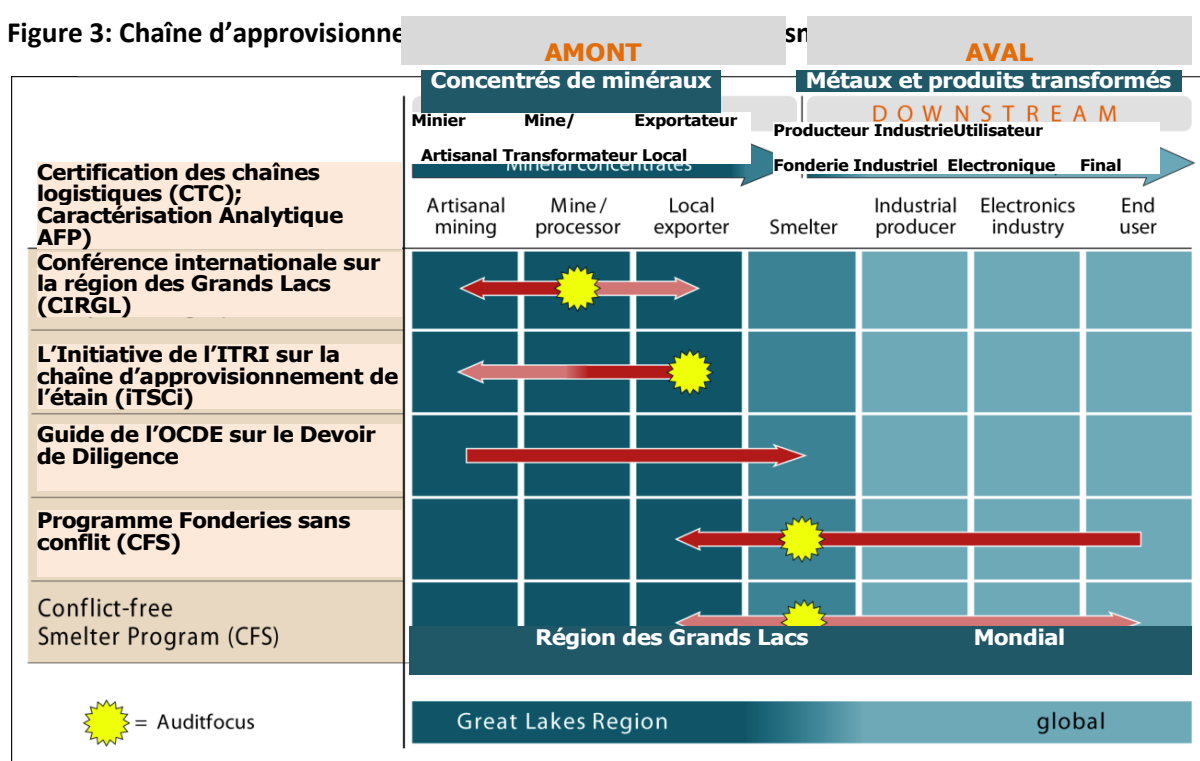
<sup>5</sup> A.T. Kearney. 2012. *Conflict Minerals: Yet Another Supply Chain Challenge*. June. [http://www.atkearney.com/paper/-/asset\\_publisher/dVxv4Hz2h8bS/content/conflict-minerals-yet-another-supply-chain-challenge/10192](http://www.atkearney.com/paper/-/asset_publisher/dVxv4Hz2h8bS/content/conflict-minerals-yet-another-supply-chain-challenge/10192).

<sup>6</sup> Alliance for Responsible Mining, 2010. *Fairtrade and Fairmined Gold: Information for business and designers*. At [www.fairtrade.org.uk/press\\_office/default.aspx](http://www.fairtrade.org.uk/press_office/default.aspx).

Le succès exige la confiance dans les relations des chaînes logistiques et les nouvelles stratégies, comme l'approvisionnement direct ou des innovations telles que le marquage ou la caractérisation analytique des minéraux. Un certain nombre d'initiatives sont en cours, et beaucoup d'entre elles ont été entreprises en consultation avec les leaders de la société civile locale et les exportateurs du secteur minier congolais. En particulier, un effort dénommé PROMINES, impliquant le gouvernement congolais, la Banque mondiale et le secteur, a fait de grands progrès vers l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation.

À l'heure actuelle, la CIRGL, l'ITRI, l'OCDE et SEC poursuivent tous des règlements et systèmes de traçabilité, parfois en consultation les uns avec les autres, parfois non. D'autres dispositifs sont notamment la création de centres commerciaux de la MONUSCO et le programme BGR du gouvernement allemand. Le problème est aggravé par le fait que la traçabilité est possible avec certains produits (par exemple, le diamant), mais extraordinairement difficile avec d'autres (à savoir, l'or). Comme l'indique la figure 3 ci-dessous, la plupart des mécanismes se concentrent sur l'amont (de la mine à la fonderie) avec peu d'accent sur l'aspect en aval (de la fonderie aux utilisateurs finaux). Les zones à risque où les vérifications devraient se concentrer sont indiquées en jaune et comprennent là où les minéraux sont traités sur le site minier, lorsqu'ils sont avec l'exportateur local, et en particulier dans les fonderies.

Figure 3: Chaîne d'approvisionnement



Source: BGR

### 3 Initiative régionale de la CIRGL sur les ressources naturelles (IRRN)

#### 3.1 Introduction

La CIRGL a été fondée en 2006 dans le contexte de la guerre en RDC (2002-2006) avec l'aide de l'Union africaine, des Nations Unies et des partenaires bilatéraux. Elle a pour principal objectif de renforcer la sécurité, la stabilité et le développement régionaux. Ses activités sont coordonnées par un Secrétariat créé en 2007 à Bujumbura, au Burundi. La CIRGL est une plate-forme politique, qui a pour mission d'harmoniser les points de vue, les actions et les politiques concernant les défis régionaux entre les Etats membres. Dans la Déclaration de Dar-Es-Salaam, les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CIRGL ont décidé de sceller un pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement. Ce pacte confirme la détermination et l'engagement des États membres à « *transformer la région des Grands Lacs en un espace de paix et de sécurité durable pour les États et les peuples, de stabilité politique et sociale, de croissance et de développement partagés* ». <sup>7</sup>

Suite à cet engagement, l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (IRRN) de la CIRGL a été lancée en 2009 et vise notamment à rompre le lien entre les recettes minières et le financement des rebelles. L'IRRN décrit les mesures spécifiques nécessaires pour transformer les vastes ressources minières de la région des Grands Lacs d'une source de conflit en un catalyseur de développement.

Le 15 décembre 2006, les onze Etats membres de la CIRGL ont signé le Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Ce protocole fournit la base juridique pour la mise en œuvre de l'IRRN. La Déclaration de Lusaka, signée le 15 décembre 2010, spécifie six outils complémentaires, qui comprendront un mécanisme de contrôle régional visant à éradiquer la principale source de financement des conflits violents dans la région.

Les six outils sont les suivants :

1. la création d'un mécanisme régional de certification des chaînes d'approvisionnement des ressources naturelles ;
2. l'harmonisation des lois nationales des Etats membres ;
3. la construction d'une base de données régionale sur les flux de minéraux ;
4. la formalisation du secteur minier artisanal ;
5. la promotion du mécanisme d'apprentissage par les pairs de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et
6. la mise en place d'un mécanisme de dénonciation.

---

<sup>7</sup>CIRGL.2006. Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs. Décembre.  
[https://icglr.org/IMG/pdf/Pact\\_on\\_Security\\_Stability\\_Development-S.pdf](https://icglr.org/IMG/pdf/Pact_on_Security_Stability_Development-S.pdf).

### 3.2 Gouvernance de l'IRRN

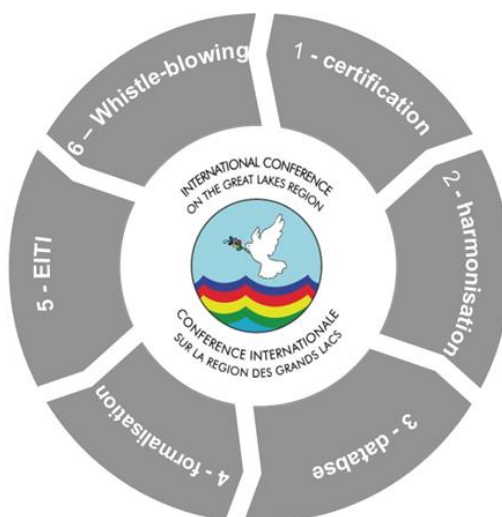
Un comité directeur régional, comprenant des experts techniques de tous les États membres de la CIRGL, est chargé de la direction de toutes les activités au sein de la RINR depuis septembre 2009. Ses suggestions sur les politiques et directives techniques doivent être approuvées à un stade ultérieur par le Comité interministériel régional ainsi que le Sommet de la CIRGL. Entretemps, le Secrétariat de la CIRGL collecte et gère les données fournies par les États membres et constitue une plateforme d'échange sur les questions relatives à l'Initiative.

Alors que l'assemblée constitutive du Comité directeur de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles s'est tenue à Gisenyi (Rubavu), au Rwanda en septembre-octobre 2009, la deuxième réunion s'est tenue à Bujumbura, au Burundi en avril 2010, la troisième à Nairobi en septembre 2010, la quatrième à Aresha au Burundi en avril 2011, la cinquième à Bujumbura au Burundi en avril 2011, les sixième et septième à Bujumbura respectivement en mai et en novembre 2012.

Le présent rapport spécial s'inspire largement des procès-verbaux de ces réunions du Comité directeur, qui ont été gracieusement partagés par la CIRGL / GIZ.

### 3.3 Les six outils de la RINR<sup>8</sup>

Approuvée par les États membres de la CIRGL, l'IRRN fonctionne avec six outils spécifiques conçus par le Secrétariat de la Conférence de la CIRGL.



<sup>8</sup>Site web de la CIRGL. <http://www.icglr.org>.

### 3.3.1 Mécanisme de certification régional (MCR)<sup>9</sup>

La RINR a été principalement mise en place pour suivre la chaîne de conservation de quatre ressources naturelles, à savoir la cassitérite, le wolframite, le coltan et l'or, aussi appelés «minerais de conflit». Le MCR vise à garantir que ni site minier, ni canal de distribution dans le pays et la région n'exercent un contrôle prédateur sur les groupes armés ou les réseaux criminels. Ses principes directeurs sont les suivants : (i) la transparence, c.à.d. que les données sur les flux de minéraux sont rendues publiques car elle renforce le rôle de la société civile en tant qu'organe de surveillance, (ii) la charge de la preuve incombe d'abord aux exportateurs puis aux gouvernements, ce qui signifie que la responsabilité du respect des procédures et des sanctions en cas de non-respect incombe à la fois à l'industrie, (iii) les vérifications indépendantes obligatoires, ce qui implique le recrutement de vérificateurs par le comité de vérification de la CIRGL qui comprend des représentants du gouvernement, de l'industrie et des organisations non gouvernementales (ONG) et qui prononce des sanctions substantielles et automatiques en cas de non-conformité, (iv) l'adaptation des systèmes actuels autant que possible et ne pas réinventer la roue si des systèmes crédibles existent déjà, et (v) une conception souple de sorte que le mécanisme reste présent avec le temps et intègre les normes pertinentes et de meilleure pratique autant que possible.

Le manuel sur le MCR de la CIRGL, qui établit les normes et les procédures des systèmes et certification de la chaîne de conservation dans la région, s'est appuyé sur le système de Certification des chaînes du commerce de BGR (CTC) et le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence, et intègre également les enseignements tirés des systèmes de chaîne de conservation portés par le secteur, notamment l'iTSCi.<sup>10</sup> Il «vise à promouvoir le rôle du secteur minier dans le développement économique et social paisible au sein des États membres de la région des Grands Lacs en établissant des normes régionales communes en matière de transparence ... de conditions de travail, de performance environnementale et de consultation des collectivités. » Le MCR désigne certaines circonstances et / ou des résultats de production par des drapeaux rouges, jaunes ou verts. Un drapeau rouge désigne une violation de l'un des critères essentiels du système en matière de norme ou de procédures d'inspection et d'approbation du site minier ... ou une violation de l'un des critères essentiels du système en matière de vérification indépendante. »<sup>11</sup>

La mise en œuvre du MCR repose sur quatre éléments essentiels du système : (i) le suivi de la chaîne de conservation du site minier à l'exportation, (ii) le suivi régional des flux de minéraux via la base de données CIRGL, (iii) des vérifications indépendantes régulières et (iv) un vérificateur indépendant de la chaîne minière.

#### a) Suivi de la chaîne de conservation, du site minier à l'exportation (en amont)

La tâche de suivi du site minier à l'exportation (en amont) est confiée aux gouvernements avant l'exportation. Ils devraient être en mesure de retracer la production nationale de la mine à l'exportation. Ils devraient également être en mesure de retracer les minéraux importés, puis réexportés.

---

<sup>9</sup>Blore, Shawn and Smilie, Ian. 2010. *An ICGLR-based tracking and certification for minerals based in the Great Lakes Region of Central Africa*. March.

<sup>10</sup> Certains de ces systèmes de certification seront examinés en détail au chapitre 4 du présent rapport.

<sup>11</sup> Manuel de certification de la CIRGL. 2011.

Il est du devoir des gouvernements d'examiner également la chaîne de conservation des documents avant l'exportation en vue d'établir que les minéraux peuvent être suivis du site minier à l'exportateur (pays producteurs) ou du poste-frontière aux pays exportateurs (pays de retraitement). Un certificat de la CIRGL sera délivré pour les exportations des pays ayant les documents appropriés de la chaîne de conservation. Ce certificat sera la preuve de la conformité dans toute la région.

- b) Suivi régional des flux de minéraux via la base de données CIRGL (voir la section 3 ci-dessous)
- c) Vérifications indépendantes régulières

Innovation majeure par rapport aux mécanismes de certification existants, les vérifications indépendantes sont menées de façon indépendante du gouvernement, de l'industrie et de la société civile. Elles fournissent une assurance supplémentaire que les procédures de la chaîne de conservation ont été correctement suivies par tous les acteurs de la chaîne minière. Grâce aux vérifications régulières, la crédibilité et la légitimité du système de la CIRGL se sont renforcés pour toutes les parties concernées, notamment les utilisateurs finaux, les consommateurs, la société civile et la communauté internationale.

Afin d'acquiescer le certificat de la CIRGL, ce «système à double clé» exige que les participants prouvent non seulement qu'ils suivent la chaîne de conservation appropriée, mais aussi qu'ils passent avec succès des audits indépendants réguliers. Dans le cas contraire, ils sont classés comme «non-conformes», et les conséquences en ce qui concerne le marché sont importantes.

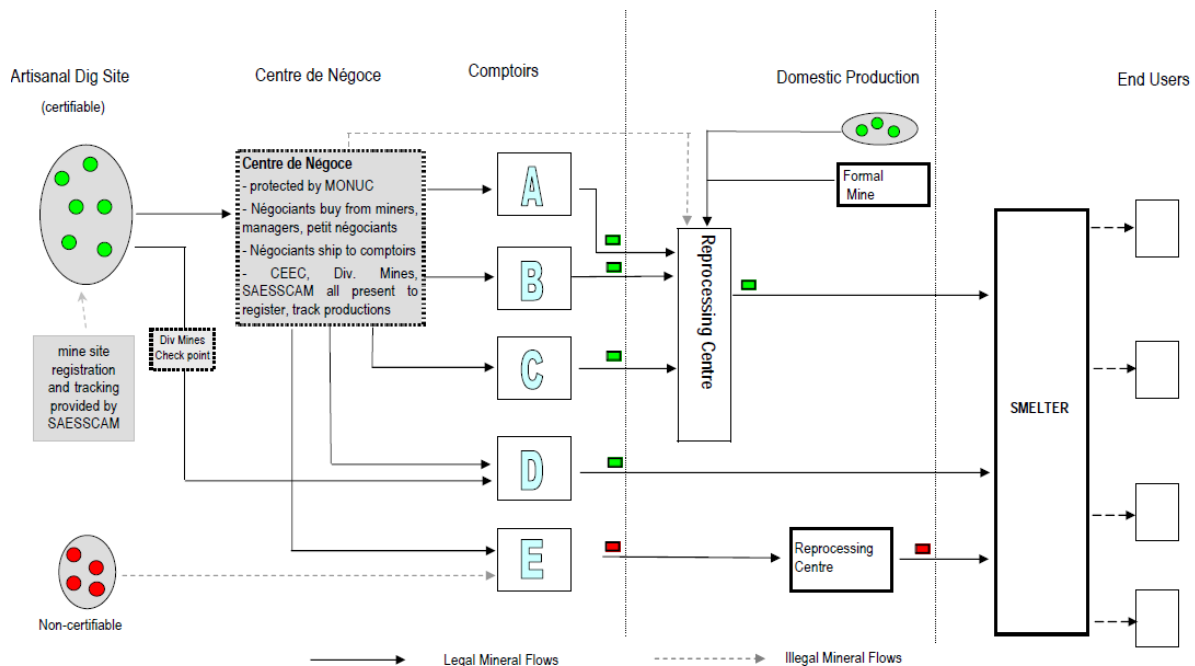
Même si un comité de vérification travaille au sein de la CIRGL, il est indépendant. Il sera composé de représentants du gouvernement, de l'industrie et de la société civile en nombre égal. Le rôle du comité de vérification est d'accréditer les vérificateurs, définir les termes de référence des vérifications, déterminer la portée et la fréquence des vérifications, mandater les vérificateurs, réceptionner les résultats finis, les publier et recommander des mesures supplémentaires. Les vérificateurs sont accrédités par le Comité de vérification de la CIRGL et payés par l'entreprise exportatrice qui peut imputer certains de ces coûts à ses fournisseurs. Comme le nombre de membres du comité de vérification est limité, il peut être utile de disposer d'un système de rotation qui permet à tous les États membres d'être représentés au fil du temps. Les vérifications sont axées sur l'exportateur, qui est responsable de sa propre conformité et de celle de ses fournisseurs. Le rapport de vérification est partagé avec l'entreprise d'exportation concernée, les États membres et le Secrétariat de la CIRGL.

- d) Vérificateur indépendant de la chaîne minière.

Le vérificateur indépendant de la chaîne minière a pour fonction d'analyser, de surveiller les données de la base de données CIRGL, de chercher les écarts et anomalies. Il est capable d'initier une enquête plus approfondie, de publier des rapports, proposer des sanctions et / ou des solutions. Le vérificateur a le pouvoir de déclarer un participant non-conforme s'il constate la non-conformité de ce participant. La nomination du vérificateur de la chaîne minière est structurée de façon à lui fournir toute indépendance et liberté d'action. En tant que dernier acteur dans le processus de certification, le vérificateur indépendant de la chaîne minière peut réagir à des situations imprévues et combler les lacunes qui n'avaient pas été prévues lors de la création du système. Il est nommé par le Secrétaire exécutif à partir d'une liste de candidats proposés par les États membres.

Le Comité directeur de la RINR a recommandé que le vérificateur indépendant de la chaîne minière soit basé au Secrétariat de la Conférence de la CIRGL et que son poste soit permanent. La figure 4 ci-dessous montre comment les minéraux circulent à partir de la RDC et comment ils peuvent être tracés.

**Figure 4: Flux de minéraux des Grands Lacs dans la région du Congo**



Source: Shawn Blore et Ian Smilie. 2010.

Un élément additionnel pour le MCR est la caractérisation analytique (*Analytical Finger Printing*, AFP). Le projet de caractérisation analytique (AFP) est un programme conjoint de la CIRGL et de BGR dans le cadre de la coopération allemande. L'objectif global de ce projet est le développement et l'application de mécanismes de traçabilité et de suivi en matière de production et de commercialisation minière. Cela contribuera à la mise en œuvre du Mécanisme de certification régional. Pour atteindre cet objectif, l'AFP fonctionne en trois étapes, à savoir les laboratoires de préparation et de stockage des échantillons, le laboratoire central d'analyse et la gestion de la base de données. Le projet de caractérisation analytique (AFP) est intégré à la RINR en complément pour renforcer la crédibilité du mécanisme de certification régional après son approbation par le Comité régional en novembre 2011. Une étude a été menée pour déterminer le lieu où l'AFP doit être installée et l'étude estime qu'il est mieux adapté au *Southern and Eastern African Mineral Centre* (SEAMIC) basé à Dar-es-Salaam, en Tanzanie. Les États membres ont unanimement convenu que le laboratoire de caractérisation soit situé en Tanzanie au sein du SEAMIC et recommandent que cette décision soit soumise à l'examen du Comité régional interministériel.

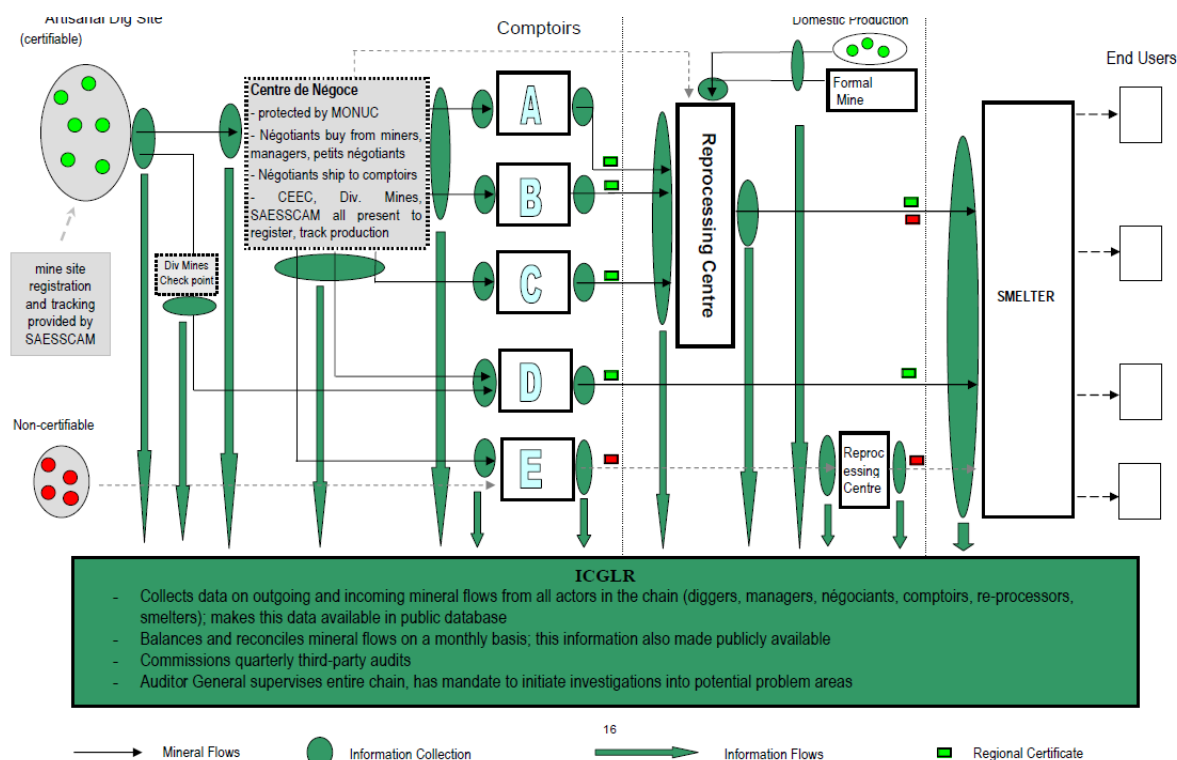
### 3.3.2 Harmonisation des lois nationales

L'intégration des dispositions juridiques du Protocole dans la législation nationale des États membres est essentielle comme le stipule le § 22 du Protocole. Par ailleurs, la démarche d'harmonisation comporte l'identification des principales différences entre les cadres juridiques régissant le secteur minier dans les différents États membres. La RINR a facilité ce processus en consultant ses États membres et en élaborant une loi type qui permettra d'accélérer le processus d'intégration.

### 3.3.3 Base de données régionale sur les flux de minéraux

La création d'une base de données régionale indiquant la production et le commerce de certains produits primaires dans la région des Grands Lacs est un autre outil très important. La disponibilité et la divulgation de ces données permettra de représenter la structure des échanges régionaux et visera également à renforcer la confiance entre les États membres. La base de données régionale est hébergée par le Secrétariat de la CIRGL à Bujumbura, au Burundi. Il est prévu que les données sur les flux régionaux des minéraux soient transmises à la CIRGL de façon mensuelle. Pour chaque participant, l'analyse sera effectuée sur les données fournies et déterminera si les exportations correspondent aux importations. En cas de différence, le participant aura l'occasion de l'expliquer et de la corriger. S'il n'est pas en mesure de procéder à la correction, le participant sera déclaré non conforme. Pour assurer la transparence et la reddition de comptes, toutes les données et les analyses seront accessibles au public. La figure 5 montre où les données sont collectées et donne une image globale de la surveillance à travers l'acquisition de données.

Figure 5: Suivi par la CIRGL des flux de minéraux des Grands Lacs



Source: Shawn Blore et Ian Smilie. 2010.



### **3.3.4 Formalisation**

L'objectif de cet outil est d'encourager la formalisation du secteur minier artisanal pour améliorer les systèmes de fiscalité, assurer les services de vulgarisation et le renforcement des capacités. Il vise à améliorer la réglementation, notamment en termes de simplification des formalités d'enregistrement et de comptabilité, augmentant ainsi la productivité, ce qui, à son tour, permettra d'accroître la transparence et contribuer ainsi à réduire la fraude. Cela vaut pour l'extraction, la transformation et le commerce dans les États membres.

### **3.3.5 Mécanisme d'apprentissage par les pairs de l'ITIE**

Au cours de ces dernières années, le nombre d'États membres de la CIRGL approuvant les normes de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) est en constante augmentation et plusieurs autres États membres ont signalé leur intention de mettre en œuvre l'ITIE. Comme l'expérience des pays plus avancés est très utile aux nouveaux arrivants, la CIRGL constitue une tribune appropriée pour la facilitation d'un mécanisme d'apprentissage par les pairs. En outre, il est prévu que les volumes de minéraux, représentés par les revenus financiers enregistrés par l'ITIE, soient équilibrés par rapport aux volumes physiques de minéraux échangés, enregistrés par la base de données régionale de la CIRGL. La CIRGL sollicite également l'ITIE pour l'extension de l'initiative à l'exploitation minière à petite échelle dans le secteur informel.

### **3.3.6 Mécanisme de dénonciation**

La mise en œuvre d'un mécanisme de dénonciation vise à tirer parti des connaissances des personnes qui sont témoins ou participent à des activités minières illicites. Une plate-forme internet donnera la possibilité de communiquer anonymement ces informations confidentielles qui seront ensuite suivies par un vérificateur indépendant de la chaîne minière (voir l'outil 1 : le Mécanisme de certification régional).

### **3.3.7 Caractérisation analytique dans le cadre de la RINR**

## **3.4 Etat de mise en œuvre par les États membres de la CIRGL au regard des six outils**

### **3.4.1 Mise en œuvre générale**

#### **3.4.1.1 Système de traçabilité et de certification des minerais**

En ce qui concerne le système de traçabilité et de certification des minerais, sa mise en œuvre fait l'objet d'un certain nombre de processus. Au cours de la deuxième réunion du Comité directeur de la RINR en 2010, le document sur le mécanisme de suivi et de certification des mines de la région des Grands Lacs a été présenté par le Partenariat Afrique Canada (PAC), et en 2010, il a été recommandé d'adopter le système de certification avec une mise en œuvre progressive sur une période de un à deux ans, afin que tous les participants se familiarisent et s'adaptent à la nouvelle réglementation.

En 2011, un manuel de certification a été élaboré et mis à jour. Des mesures sont prises pour l'accréditation des vérificateurs et la conduite des vérifications pilotes.

Le manuel de certification de la CIRGL a été révisé selon l'esprit des chefs d'Etat de la CIRGL pour l'harmoniser pleinement avec les autres systèmes existants. Premièrement, les normes du mécanisme de certification de la CIRGL ont été harmonisées avec le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence. En conséquence, les sites miniers qui se livrent aux conflits et au travail des enfants seront identifiés par un drapeau rouge qui est synonyme de désengagement immédiat. Les mines marquées d'un drapeau jaune se verront accorder un délai de 6 mois pour montrer une amélioration. Les exportateurs marqués d'un drapeau vert recevront un certificat de la CIRGL qui est valable pour 12 mois. Deuxièmement, les vérifications de la CIRGL serviront aux exigences des systèmes CTC et OCDE. Cela signifie qu'il y aura une seule vérification pour tous les systèmes, couvrant toute la chaîne de conservation régionale, du site minier à l'exportation. Troisièmement, le système de traçabilité dans le mécanisme de certification régional de la CIRGL est dans une large mesure semblable au système iTSCi qui est déjà en place dans certains États membres et a été reconnu comme un système de traçabilité valide pour le MCR. Cependant, le système iTSCi considère souvent l'ITRI comme le propriétaire des données recueillies alors que la CIRGL attribue la pleine propriété à ses États membres. Il est donc recommandé que les États membres qui négocient des accords avec l'ITRI s'assurent qu'ils ont la pleine propriété de leurs données de suivi.

En novembre 2011, les États membres ont adopté le manuel de certification tel que modifié par la 5e réunion du Comité directeur de la CIRGL et ont salué son harmonisation avec le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables de minéraux provenant de zones de conflit ou à haut risque conformément à la Déclaration de Lusaka. Si les États membres ont renouvelé leur engagement à mettre en œuvre le mécanisme de certification le plus tôt possible, ils ont convenu sur la possibilité de prolonger le délai du 15 décembre 2012 pour la mise en œuvre du Mécanisme de certification. L'État membre qui sollicite une prorogation devrait officiellement en informer le Secrétariat de la CIRGL.

Du 28 au 30 octobre 2012 à Kigali, au Rwanda, un Comité de vérification régional a été mis sur pied. Le bureau est composé d'un président du Rwanda, d'un vice-président du Kenya et d'un rapporteur de la RDC. La fonction du vérificateur indépendant de la chaîne minière devrait être établie dès que possible pour que le mécanisme de certification soit pleinement mis en œuvre.

#### **3.4.1.2 Harmonisation des politiques nationales /domestication du Protocole**

L'article 22 du Protocole de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs recommande l'harmonisation des lois des États membres. Les dispositions du Protocole peuvent être regroupées autour de trois thèmes fondamentaux : la souveraineté, la criminalisation et la coopération. Ces thèmes centraux doivent être analysés soigneusement et ensemble afin d'assurer une bonne intégration des dispositions globales et spécifiques. Le processus d'intégration pourrait se réaliser en quatre étapes principales. Tout d'abord, les États doivent examiner leur législation afin d'identifier les lacunes existant entre les lois nationales et le Protocole. Ensuite, les parties organiseront des ateliers et des consultations avec les services et organismes concernés. Un modèle de législation pourrait alors être adopté en vue d'être utilisé pour l'harmonisation régionale.

La dernière étape sera un processus législatif pour l'adoption des lois définies, procédure qui dépend des dispositions nationales.

En juin 2012, un atelier technique a été organisé à Kampala, en Ouganda avec des experts des domaines de la législation et des ressources naturelles, avec pour but de donner suite à la procédure d'harmonisation juridique et d'intégration du Protocole de la CIRGL sur les ressources naturelles. L'atelier a servi de tribune d'échange sur la façon dont les différents États membres peuvent intégrer le Protocole de la CIRGL à leur législation interne, de sorte que les obligations régionales deviennent applicables et exécutoires dans les pays concernés. Les États membres ont contribué en identifiant leurs différents besoins en matière de législation nationale et d'intégration du Protocole. Les participants ont discuté du projet de «loi modèle» pour intégrer le Protocole et formulé des propositions sur la façon de peaufiner le projet existant, d'assurer le respect et la prise en compte des besoins de tous les États membres dans leur législation.

Les recommandations de l'atelier ont été intégrées dans le projet de «loi modèle». La «loi modèle» a fait également référence au Mécanisme de certification régional sans pour autant introduire une législation spécifique.

La loi modèle sert désormais de référence aux États membres pour l'intégration des obligations régionales dans leur législation nationale. Certains États membres (l'Ouganda et le Burundi par exemple) ont déjà pris les mesures nécessaires pour commencer à harmoniser leur législation.

### **3.4.1.3 Création d'un système d'échange d'informations (Base de données régionale)**

En 2009, la nécessité d'une collecte et d'une analyse plus systématiques des données de façon régulière pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, a été soulignée et a ouvert la voie à la création de la base de données CIRGL avec des statistiques sur la production et le commerce des ressources minérales.

La base de données est hébergée au Secrétariat de la CIRGL.

Il existe six types de bases de données appartenant soit aux Etats membres soit à la CIRGL:

- la base de données des Etats membres sur les exportateurs
- la base de données de la CIRGL sur les exportateurs
- la base de données nationale sur les sites miniers
- la base de données régionale sur les sites miniers
- la base de données des Etats membres sur le suivi des minerais
- la base de données de la CIRGL sur le suivi des minerais.

La base de données régionale sera administrée par la CIRGL et puisera ses données des États membres, notamment le flux de données des mines, des transformateurs de minéraux, des comptoirs et des fonderies vers la base de données régionale de la CIRGL sur le suivi des minéraux. (Voir la figure 5 ci-dessus).

Le Comité régional a recommandé que les États membres créent trois bases de données nationales (la base de données des sites miniers, la base de données de suivi des minéraux et la base de données des exportateurs) avec l'aide du Secrétariat de la CIRGL.

En 2011, les importantes mesures prises pour l'élaboration de cet outil ont été notamment des missions au Burundi, au Rwanda et en RDC pour informer les responsables gouvernementaux sur l'utilisation de la feuille de données. Bien que la base de données comprenne déjà des données sur la production et le commerce, l'utilisation de feuilles de calcul Excel semblables, qui ont été élaborées avec l'appui du Partenariat Afrique Canada, fera en sorte qu'à l'avenir, les données soumises par les Etats membres soient cohérentes et puissent être utilisées à des fins d'analyse. Des données sont déjà en train d'être soumises par les Etats membres, en se focalisant sur les statistiques de production et d'exportation de ces 4 minerais.

### **3.4.1.4 Mécanisme de dénonciation**

Le mécanisme de dénonciation tente de tirer parti des connaissances des personnes et donc de renforcer le mécanisme de certification. Par l'adoption du Protocole, les États membres se sont engagés à protéger les personnes qui, de bonne foi, fournissent des informations sur les activités illégales. Le vérificateur de la chaîne minière assure le suivi des informations fournies par le mécanisme de dénonciation.

Une mission-bilan a eu lieu dans certains États membres (Burundi, RDC, Rwanda et Kenya) en août 2011 afin de consulter les autorités nationales chargées de l'application des lois et les commissions anti-corruption, qui seront des acteurs clés pour une mise en œuvre réussie du mécanisme régional de dénonciation.

Les résultats de la mission d'établissement des faits démontrent le soutien global en faveur du mécanisme de la part des États membres et recommande de commencer par une première phase axée sur l'est de la RDC. Fort de l'expérience de cette première phase, l'outil sera ensuite élargi à d'autres régions et pays. En ce moment, une extension de la zone de pilotage au Burundi est aussi en cours.

On a relevé la nécessité et l'importance d'une coopération régionale plus étroite dans l'application des lois et des activités similaires telles que la sensibilisation effective de la société civile et le suivi des flux financiers à travers les cellules de renseignement financier des États membres, afin de mener à bien le mécanisme de dénonciation. En outre, le rapport souligne que le mécanisme peut éventuellement être intégré dans les structures existantes. Comme la vérification et le traitement des informations des dénonciateurs sont étroitement liés au mandat global du vérificateur indépendant de la chaîne minière (IMCA), une approche serait d'utiliser ces structures existantes afin d'éviter les doubles emplois et accroître la crédibilité du système.

En 2012, un certain nombre de consultants ont été chargés de traiter des aspects cruciaux de la phase préparatoire du projet pilote du mécanisme dans les provinces du Kivu en RDC. Une mission d'évaluation en RDC visant à consulter les autorités compétentes de la RDC qui exploiteront le mécanisme et à concevoir le contenu des modules de formation, a eu lieu en août. En outre, des efforts ont été déployés pour obtenir un numéro de téléphone pour la plate-forme SMS auprès d'un opérateur de téléphonie local (éventuellement AIRTEL ou Vodacom).

Compte tenu de la reconnaissance du fait qu'une bonne connaissance des risques susceptibles de compromettre la réussite du projet de dénonciation est nécessaire, un consultant a été chargé d'effectuer une analyse des risques dans les zones cibles du projet pilote et de proposer des mesures d'atténuation des risques. Le mécanisme de dénonciation devrait être lancé au début du mois de janvier 2013, en mettant l'accent sur la RDC et le Burundi.

#### **3.4.1.5 Formalisation de l'ASM**

Les États membres sont invités à formaliser l'industrie minière artisanale et à s'assurer qu'il offre des avantages tangibles aux mineurs en renforçant leurs capacités et en transformant leurs moyens de subsistance socioéconomiques. Ils ont fait des progrès considérables sur cet aspect comme l'indique l'analyse par pays (voir l'annexe 1 – Mise en œuvre des six outils par pays).

#### **3.4.2 Evolution de la mise en œuvre par pays (voir annexe 1)**

Comme l'indique l'annexe 1, qui a été compilée à partir des différents rapports de réunion du Comité directeur de la RINR, les progrès sont inégaux entre les États membres de la CIRGL au regard des différents outils.

En ce qui concerne la formalisation de l'ASM, tous les pays ont fait des progrès, en particulier dans la création et la reconnaissance des coopératives. S'agissant de la traçabilité et de la certification des minerais, la mise en œuvre est en cours en RDC et au Rwanda en 2012. Une mise en œuvre additionnelle du MCR de la CIRGL est prévue au Burundi et en Ouganda à court terme (dans les deux prochaines années). A terme, le système devrait être appliqué à l'ensemble des États membres de la CIRGL. En effet, le Rwanda est en train de mettre en œuvre le système de traçabilité iTSCi et le projet de Système de Certification des Chaînes Logistiques(CCT). En RDC, la traçabilité des minéraux est en train d'être mise en œuvre dans plusieurs régions minières du pays, en collaboration avec l'ITRI. La RDC et le Rwanda vont délivrer leurs premiers certificats bientôt.

S'agissant particulièrement de l'ITIE, à la fin de novembre 2012, le Burundi a annoncé sa volonté d'adhérer à l'initiative. Ce sera l'occasion pour la CIRGL de commencer le processus de mise en œuvre de cet outil. Il est à noter que la République du Congo, la RDC, la RCA, la Zambie et la Tanzanie ont déjà adhéré à l'ITIE.

### **3.4.3 Principales réalisations et facteurs de succès**

Malgré le fait d'être une initiative relativement nouvelle, la RINR a déjà obtenu des succès remarquables dans sa lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. Le Mécanisme de certification régional est en place et un manuel de certification, qui constitue un guide pratique pour sa mise en œuvre, a été élaboré et approuvé par les 11 chefs d'État. Une autre étape importante a été l'élaboration d'une «loi modèle» qui facilitera aux États membres de la CIRGL l'intégration des dispositions légales du Protocole dans la législation nationale. À cet égard, les États membres coopèrent dans la lutte contre la fraude minière conformément à la Déclaration de Lusaka et ils intègrent la RINR dans leur cadre juridique. Il faut aussi mentionner la version d'essai d'une base de données qui a déjà commencé à recueillir des données sur la production et l'exportation de certaines ressources naturelles. Une autre réalisation est la mise en place du Comité régional de vérification en tant que tiers indépendants. Par ailleurs, la décision de mettre en place un laboratoire de caractérisation analytique au SEAMIC, en Tanzanie, constitue une réalisation notable.

La visibilité de la CIRGL s'est améliorée et elle est parvenue à un soutien politique unanime ainsi qu'à l'engagement de ses États membres à mettre en œuvre les six outils de la RINR. L'initiative a favorisé le dialogue entre les différents pays et a contribué à apaiser les tensions, la méfiance et les antagonismes profonds existant entre eux. La CIRGL a également été reconnue comme l'acteur clé s'agissant des questions de gouvernance minière dans la région des Grands Lacs. Le fait que la CIRGL ait été en mesure de mobiliser un appui externe considérable en faveur de la RINR de la part de divers partenaires, est un signe positif et a accéléré la mise en œuvre des différents outils de la RINR, en particulier les formations et ateliers dans un certain nombre de domaines.

Les facteurs de succès externes de la RINR sont notamment le fait qu'il y ait une demande croissante en minéraux et métaux avec l'avènement des économies émergentes comme la Chine et l'Inde sur le marché ainsi que le boom mondial des matières premières, le fait que la sensibilisation du public aux minerais de conflit ait conduit à des mesures sectorielles, à une législation internationale (la loi Dodd-Frank) à travers une responsabilité accrue des consommateurs et des campagnes d'ONG, et le fait que la CIRGL soit devenue l'organisation régionale africaine chargée spécifiquement des minerais de conflit.

Autre facteur de succès pour la RINR, c'est qu'elle est stratégiquement axée sur une question circonscrite (ressources de conflit, en particulier sur quatre minéraux). Par ailleurs, elle combine stratégiquement un processus politique visant à créer le dialogue et renforcer la confiance avec une approche technique (élaboration des six outils, avec un appui technique externe). Un autre facteur de succès est que la RINR s'appuie sur des initiatives existantes telles que l'ITRI, le CTC et le SCPK et applique les enseignements des initiatives précédentes. En outre, la structure de gouvernance de la RINR, qui comprend la mise en place d'une plate-forme formelle entre l'ensemble des États membres par le biais du Comité régional, permet des consultations étroites et régulières avec les États membres ainsi que la coopération avec un certain nombre d'intervenants, notamment les gouvernements, les organisations intergouvernementales (OCDE), le secteur privé (ITRI) ainsi que la société civile. La CIRGL a gagné en crédibilité car elle est intégrée dans le réseau international. Sa structure de pilotage est en soi un facteur de succès étant donné que le Comité régional est composé d'experts qualifiés issus de tous les États membres et que leurs rencontres régulières créent le dialogue, la prise en main conjointe et garantissent le suivi du développement des six outils. La stratégie de communication de la RINR, qui consiste notamment à informer les principales parties prenantes sur l'initiative, la participation aux réunions clés et la recherche active d'une couverture médiatique à travers des articles réguliers, constitue un autre facteur de succès.

#### **3.4.4 Défis**

- **Structure institutionnelle et opérationnelle**

L'un des principaux défis de la RINR CIRGL est qu'elle est rapidement passée d'un cadre conceptuel à un cadre qui doit être mis en œuvre sur le terrain. Ce que la Déclaration de Lusaka implique en pratique, c'est que le rôle du Secrétariat de la CIRGL a été accru pour non seulement coordonner et faciliter les processus politiques mais aussi pour guider et superviser la mise en œuvre de la RINR. Ceci a des implications pour la structure opérationnelle car le Secrétariat devra être re-calibré et restructuré pour répondre aux besoins actuels. Étant donné que les attentes des États membres tendent à viser la capacité d'action de la CIRGL, elle nécessite un haut niveau de coordination entre les États membres et le Secrétariat de la CIRGL pour un résultat efficace et une mise en œuvre cohérente sur le terrain. Le Secrétariat de la CIRGL doit accorder une importance primordiale à la RINR. Il convient également de renforcer et d'améliorer la régularité des flux de communication entre le Secrétariat et les États membres au niveau national. La cellule spéciale envisagée avec un personnel dédié uniquement à la RINR pourrait être une bonne idée, mais étant donné la nature politique du Secrétariat, pour rallier les États membres, il faut l'approbation préalable des organes compétents de la CIRGL car cela implique un changement dans la structure originelle.

- **Multiplicité des donateurs dans la RINR**

Si l'intérêt croissant des bailleurs de fonds pour la RINR est louable, la multiplicité des interventions à différents niveaux exige une plus grande capacité de coordination pour obtenir des résultats optimaux. À l'heure actuelle, la coordination stratégique des différentes sources de financement pourrait ne pas être optimale.

- **Absence d'appropriation de la part du Secrétariat de la CIRGL**

En lien avec le défi précédent de la multiplicité des bailleurs de fonds, il existe une absence d'appropriation de la RINR par le Secrétariat. Compte tenu du nombre croissant de donateurs, chacun avec ses priorités et son lot de programmes, le Secrétariat de la CIRGL pourrait ne pas être efficace sur le terrain. En ce qui concerne la gestion des ressources, alors que le Secrétariat de la CIRGL se voit attribuer un certain montant chaque année, il ne peut seulement élaborer des outils, mais doit nécessairement les mettre en œuvre. Il existe un manque de ressources techniques et humaines au Secrétariat de la CIRGL spécifiquement dédiées à la RINR. En outre, pour que le Secrétariat soit en mesure de gérer des montants considérables de manière indépendante, il doit se conformer aux principes comptables internationalement reconnus qui sont notamment l'utilisation des normes comptables internationales et des normes internationales d'information financière. Ces deux impliquent le renforcement des capacités du Secrétariat de la CIRGL. L'étude d'autofinancement qui est actuellement en cours est un pas dans la bonne direction pour l'appropriation et la durabilité à long terme. Le cas du projet Shamva au Zimbabwe illustre bien comment une initiative uniquement soutenue de l'extérieur qui manque d'appropriation finit par devenir insoutenable. (Voir l'encadré 1).

#### **Encadré 1: Le projet minier Shamva au Zimbabwe**

Le centre minier Shamva au Zimbabwe a été construit pour fournir aux orpailleurs artisanaux locaux l'accès à des moyens de traitement de minéraux mécanisés et plus efficaces. Des services supplémentaires, notamment l'aide au dynamitage, des conseils sur la géologie, les méthodes d'extraction, le droit, la commercialisation et l'environnement, et la location de matériel. Le projet a abouti à une productivité accrue, à des méthodes plus sûres, moins dommageables pour l'environnement et l'augmentation des revenus des mineurs. Alors qu'il a été présenté comme un exemple de ce qu'il faut pour faciliter l'accès à la technologie et à l'équipement appropriés et développer les compétences minières des petits mineurs, il n'a pu fonctionner de manière durable, en raison du désengagement hâtif de son principal organisme de financement, de la mauvaise gestion et du manque de soutien institutionnel.

Source: ECA. 2002. *Compendium of Best Practices in Small Scale Mining in Africa*. [http://new.uneca.org/Portals/15/CrossArticle/1/Documents/Compendium-on\\_best\\_practices\\_in\\_smallsacle.pdf](http://new.uneca.org/Portals/15/CrossArticle/1/Documents/Compendium-on_best_practices_in_smallsacle.pdf).

- **Une multitude d'initiatives de transparence sur les minéraux dans la région des Grands Lacs**

Etant donné qu'il existe plusieurs initiatives sur le terrain, parfois contradictoires, car elles ont les mêmes objectifs, il faut une bonne coordination pour éviter la lassitude des petits mineurs artisanaux, des négociants et d'autres participants à la chaîne d'approvisionnement car les questionnaires, enquêtes et exigences de toutes les initiatives pourraient vite devenir encombrants s'ils ne sont pas bien coordonnés et bien gérés.

- **Communication sur la RINR**

Malgré l'image et la couverture positives de la RINR, elle est encore relativement peu connue par rapport aux autres systèmes tels que le Processus de Kimberley ou l'ITIE. Il est nécessaire d'améliorer la communication sur la RINR et aussi le suivi des progrès.



## **4 Comparaison de la RINR avec d'autres systèmes et initiatives de certification**

Comme indiqué plus haut, la RINR CIRGL s'est inspirée des initiatives antérieures, des enseignements et des meilleures pratiques. On analysera rapidement certains de ces mécanismes / initiatives afin d'en tirer les enseignements, les meilleures pratiques et d'établir la marche à suivre.

### **4.1 Système de certification du processus de Kimberley (SCPK)**

Le SCPK est une initiative conjointe du gouvernement, de l'industrie et de la société civile visant à endiguer la circulation des diamants de la guerre, qui se définissent comme des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles pour financer des guerres contre des gouvernements légitimes. Le commerce de ces pierres illicites a alimenté les conflits dans des pays tels que l'Angola, la Côte d'Ivoire, la RDC et la Sierra Leone. Le SCPK impose des exigences à ses membres afin qu'ils certifient du label «sans conflit» les envois de diamants.

Le PK est un système de certification import-export qui exige que les gouvernements participants certifient l'origine des diamants bruts et mettent en place des contrôles efficaces pour empêcher que les pierres issues des zones de conflit entrent dans la chaîne d'approvisionnement. Les pays participants doivent adopter une législation nationale pour mettre en œuvre le système et ne peuvent échanger que des diamants bruts avec les autres membres. Cela crée une forte incitation à l'adhésion des pays qui souhaitent produire, échanger ou transformer les pierres brutes. Les dispositions techniques du PK sont mises en œuvre par les gouvernements, mais sa structure tripartite signifie que les organisations non gouvernementales et l'industrie diamantaire détiennent un statut officiel d'observateurs et participent, avec les États membres, à l'ensemble des groupes de travail et des processus décisionnels.

#### **4.1.1 Réalisations, réussites et points forts du SCPK**

Au cours des dix dernières années, le Processus de Kimberley a connu des succès notables, notamment l'instauration innovante d'une approche tripartite pour résoudre les problèmes internationaux et aider certains des pays les plus durement touchés par les guerres alimentées par le diamant à augmenter leurs revenus officiels de diamants. La résolution de la 64<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies indique que la mise en œuvre du SCPK a eu un impact positif en ce sens qu'elle a réduit la possibilité pour les diamants de la guerre de jouer un rôle dans le financement des conflits armés. Elle relève en outre que le SCPK permet de protéger le commerce légitime et d'assurer la mise en œuvre effective des résolutions pertinentes sur le commerce des diamants de la guerre.<sup>12</sup>

Le Processus de Kimberley a réussi à régler certains problèmes concernant le non-respect du SCPK par les participants, le plus significatif étant le cas de la République du Congo, qui a été retirée du PK en 2004 après qu'une mission d'évaluation a conclu que le pays ne se conformait pas aux exigences minimales du Processus de Kimberley.

---

<sup>12</sup>64<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. 64/109 The role of diamonds in fuelling conflict: breaking the link between the illicit transaction of rough diamonds and armed conflict as a contribution to prevention and settlement of conflicts (A/RES/64/109) <http://www.un.org/depts/dhl/resguide/r64.shtml>.

En 2007, après rétablissement et preuve de la conformité, la République du Congo a été réadmise au PK. Selon Shawn Blore et Ian Smillie (l'un des premiers chercheurs à documenter l'existence des diamants de la guerre et participant au processus initial de négociation du PK qui est désormais l'un des critiques les plus virulents du SCPK), « Le PK est le plus vaste et – en dépit de certaines lacunes importantes – le meilleur système actuellement en place pour certifier l'origine des ressources naturelles de grande valeur et le seul en place disposant de références en matière de règlement des situations de conflit. »<sup>13</sup> Au niveau le plus élémentaire, le fait que le SCPK existe constitue sa plus grande force.

Une autre force du SCPK est la stipulation selon laquelle les participants ne peuvent se livrer au commerce de diamants bruts qu'avec les autres participants au PK. Tout pays menant une activité de diamants bruts (production, commerce ou consommation) doit, presque nécessairement, adhérer au PK de sorte que son industrie diamantaire continue de fonctionner. Par ailleurs, une fois qu'un État devient participant au PK, il est lié par les règles du SCPK. Presque tous les pays qui ont rejoint le processus de Kimberley ont dû adopter de nouvelles lois afin de respecter les normes minimales du SCPK et l'appliquer en interne. Bien que le SCPK lui-même ne soit pas un traité international juridiquement contraignant, son applicabilité est en fait renforcée par le fait que chaque participant rend ses dispositions juridiquement contraignantes au sein de ses propres frontières. L'une des plus grandes forces du PK est qu'il peut évoluer. A chaque séance plénière annuelle, les participants peuvent discuter et apporter des changements au fonctionnement du PK. Cela est bénéfique car il permet au PK de remédier à ses faiblesses et d'améliorer son efficacité.

#### **4.1.2 Défis et faiblesses du SCPK**

Le Global Witness (2006), tout en reconnaissant le fait que les contrôles du Processus de Kimberley ont réduit de manière significative le marché des diamants illicites, relève qu'en Côte d'Ivoire, les recettes de la production de diamants ont alimenté les mouvements rebelles. Il existe également des preuves solides que les diamants en provenance du Libéria, restés sous sanction onusienne, ont été introduits en contrebande dans les pays limitrophes participant au PK. Des problèmes graves en RDC ont également été signalés.<sup>14</sup>

En outre, les gouvernements membres n'ont jamais réussi à traiter efficacement les cas difficiles tels que le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire et le Venezuela. Malgré l'existence du processus de Kimberley, les diamants alimentent toujours la violence et les violations des droits de l'homme. Bien que le système rende plus difficile aux diamants provenant de zones rebelles d'atteindre les marchés internationaux, il existe encore d'importantes faiblesses dans le système qui sapent son efficacité et permettent la poursuite du commerce des diamants du sang. La définition de l'expression « diamants de la guerre » par le PK ignore plusieurs facteurs importants. Les diamants de la guerre, selon le protocole de Kyoto, sont des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles ou leurs alliés pour financer des conflits visant à déstabiliser des gouvernements légitimes. Premièrement, cette définition comporte deux lacunes essentielles : la focalisation sur l'auteur de la violence et la focalisation sur les diamants bruts.

---

<sup>13</sup>Blore, Shawn and Smillie, Ian. 2010. *An ICGLR-based tracking and certification for minerals based in the Great Lakes Region of Central Africa*. March.

<sup>14</sup>Global Witness, 2006, 'Une revue indépendante évaluant l'efficacité du Processus de Kimberley', Global Witness [http://www.globalwitness.org/media\\_library\\_get.php/272/1277890630/GW%20Commissioned%20Report%20on%20KP.pdf](http://www.globalwitness.org/media_library_get.php/272/1277890630/GW%20Commissioned%20Report%20on%20KP.pdf).

Le fait qu'un diamant ne soit qu'un diamant de la guerre s'il est utilisé par des groupes rebelles ou leurs alliés ne tient pas compte de la violence parrainée par le gouvernement qui est financée par les diamants. Deuxièmement, la définition des diamants de la guerre ne mentionne que les diamants bruts, non taillés et polis. Cette lacune crée la possibilité que les diamants de la guerre atteignent toujours le marché international après avoir été taillés et polis.

La prise de décision consensuelle est une autre faiblesse du PK. Cela signifie que tout Etat peut opposer son veto à des décisions avec lesquelles il est en désaccord. Bien que cela puisse donner une légitimité aux décisions et réduise les désaccords majeurs, les décisions prises par consensus représentent souvent le plus petit dénominateur commun. Une autre faiblesse du SCPK est qu'il ne possède pas de «maison». Le système actuel de rotation des présidents du PK sape la continuité et le suivi des questions ainsi que la durabilité. Les contrôles internes font également partie des faiblesses du SCPK. Si le SCPK exige que les participants mettent en place un système de contrôle interne visant à éliminer l'importation ou l'exportation des diamants de la guerre, le contenu de ces contrôles internes n'est pas dit explicitement. Au lieu de cela, le SCPK formule des recommandations que les participants sont encouragés à suivre lors de la création de leurs contrôles internes. Il peut en résulter des contrôles internes extrêmement faibles. Enfin, bien que le PK comporte des dispositions qui prévoient des sanctions pour non-conformité, les décisions sur ces sanctions sont généralement à titre ad hoc plutôt que fondées sur un ensemble prédéterminé de règles qui précise les sanctions à prendre pour différents niveaux de non-conformité. Par ailleurs, en raison du fait que les décisions du PK soient prises par consensus, les sanctions pour non-conformité peuvent être bloquées par les alliés politiques des participants non conformes, leur permettant ainsi d'échapper entièrement à la responsabilité de leurs infractions.

#### **4.1.3 Enseignements du SCPK**

L'un des principaux enseignements du SCPK est qu'il est nécessaire d'avoir un objectif clair en plus d'une vision à court terme sur les conflits. Les liens entre les ressources naturelles, les conflits et les questions plus larges de gouvernance et des droits humains doivent être traités simultanément pour un meilleur impact et résultat. Un autre enseignement tiré est que le système doit être suffisamment souple pour s'adapter aux nouvelles situations non prévisibles au moment de la conception du SCPK.

En ce qui concerne l'administration, les principaux enseignements sont la nécessité de contrôles internes plus rigoureux et de suivi couvrant toute la chaîne logistique, du site minier à l'utilisateur final. En outre, la prise de décision doit être ouverte, inclusive et sans ingérence politique, car la transparence est essentielle pour établir la confiance et la crédibilité. La nécessité d'un Secrétariat est aussi un autre enseignement, car ne pas en avoir est synonyme d'une administration faible, d'une mauvaise collecte de données, d'une mauvaise gestion et recherche. Cependant, une gestion descendante rendra également le système lourd, d'où la nécessité de trouver une solution intermédiaire.

En ce qui concerne les opérations, il est nécessaire de veiller à ce que les zones où la production a lieu sont exemptes de toute activité de «conflit», notamment des rebellions, des milices ou des activités militaires parrainées par le gouvernement. La nécessité d'assurer le suivi à partir des sites miniers est réitérée et la nécessité de données au départ de la production sur les sites miniers et de chiffres du commerce ne saurait être surestimée.

Une autre leçon apprise est l'importance d'une vérification indépendante, notamment la surveillance de la chaîne d'approvisionnement. Des sanctions crédibles en cas de non-conformité sont également nécessaires. Celles-ci doivent inclure le retrait de la certification. Sans cette sanction, il n'y a aucun intérêt à suivre les règles, et le système ne fonctionnera pas.

## 4.2 Le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence

Le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence pour une gestion responsable de la chaîne logistique des minéraux dans les zones de conflit ou à haut risque offre des directives de bonnes pratiques pour les entreprises des Etats membres de l'OCDE opérant dans les zones de conflit. L'objectif de ce guide est d'aider les entreprises à respecter les droits de l'homme et éviter de contribuer aux conflits à travers leurs pratiques d'approvisionnement minéraux. Le Guide vise également à soutenir la transparence dans les chaînes d'approvisionnement des minéraux et un engagement durable des entreprises dans le secteur minier en vue de permettre aux pays de tirer profit de leurs ressources minières naturelles, d'empêcher que l'extraction et le commerce des minéraux soient une source de conflit, de violation des droits humains et d'insécurité.<sup>15</sup> Il couvre l'étain, le tantale, le tungstène et l'or. Le cadre en cinq étapes a également été incorporé dans la résolution UNSC1952/2010 sur la RDC. Il est applicable pour toute entreprise en amont et en aval « s'approvisionnant en minéraux ou métaux provenant de zones de conflit ou à haut risque et est destiné à cultiver des chaînes d'approvisionnement transparentes, sans conflit et un engagement durable des entreprises dans le secteur minier ». <sup>16</sup>

L'intégration du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence aux systèmes de gestion de chaîne d'approvisionnement des entreprises permettra aux utilisateurs en aval de s'approvisionner dans les zones de conflit et à haut risque (et en particulier la région des Grands Lacs), sachant qu'un devoir de diligence a été menée conformément aux recommandations élaborées par un processus multipartite. Les entreprises en aval ne sont pas tenues de cartographier les circonstances de fait de la chaîne d'approvisionnement en amont, mais le Guide leur demande d'identifier les fonderies de leur chaîne d'approvisionnement et d'évaluer leurs pratiques en matière de devoir de diligence afin de s'assurer qu'elles sont en conformité avec les recommandations contenues dans le Guide de l'OCDE. La conformité avec le Guide OCDE sur le Devoir de Diligence sous-entend que les opérateurs s'approvisionnant dans les zones de conflit et à haut risque ont mis en place des systèmes de gestion, identifié et atténué les risques de conflit et les risques (les plus graves) de violation des droits humains et que le rendement des fonderies a été audité, puis un rapport établi régulièrement à ce sujet. La directive met principalement l'accent sur les risques tels que les violations des droits humains et les conflits, tel que stipulé dans son supplément 3T tandis que le supplément Or encourage également les entreprises en amont qui accomplissent l'étape 2 (identification et évaluation des risques dans la chaîne d'approvisionnement) à «cartographier les circonstances de fait» des risques actuels et éventuels.

---

<sup>15</sup> Le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement responsables de minéraux provenant des zones de conflit et à haut risque,

[http://www.oecd.org/document/36/0,3746,en\\_2649\\_34889\\_44307940\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/36/0,3746,en_2649_34889_44307940_1_1_1_1,00.html).

<sup>16</sup> OCDE 2011, p. 52.

Le Guide OCDE sur le Devoir de Diligence est non contraignante et a été approuvée par 34 pays de l'OCDE ainsi que le Brésil, l'Argentine, le Pérou, la Lituanie, la Lettonie, le Maroc et la Roumanie, les 11 pays de la CIRGL et le Conseil de sécurité dans deux résolutions sur la RDC. En plus de son approbation par les chefs d'Etat de la CIRGL, les recommandations du Guide sur le Devoir de Diligence ont été intégrées dans le cadre juridique du gouvernement de la RDC et les autres États de la CIRGL devraient suivre l'exemple de la RDC. Les pays adhérents aux recommandations en aval s'engagent à « promouvoir activement le respect du Guide par les entreprises opérant dans ou depuis leur territoire et s'approvisionnant en minéraux provenant de zones de conflit ou à haut risque » et à « prendre des mesures pour soutenir activement l'intégration du Guide OCDE sur le Devoir de Diligence dans les systèmes de gestion d'entreprise ». Cependant, la mise en œuvre du Guide OCDE sur le Devoir de Diligence est volontaire pour la plupart des pays et les entreprises ne sont pas obligées de la mettre en œuvre. Les pays adhérents sont invités à promouvoir son respect dans des entreprises opérant dans ou depuis leur territoire et s'approvisionnant en minéraux provenant de zones de conflit ou à haut risque. En outre, les entreprises opérant dans des pays non signataires optent également pour sa mise en œuvre, selon l'OCDE. Par exemple, environ 15% des entreprises participantes en aval sont basées en dehors des pays membres de l'OCDE, notamment des sociétés ayant leur siège en Chine.<sup>17</sup>

#### 4.3 La loi Dodd-Frank

La loi Dodd-Frank, promulguée par le président Obama le 21 juillet 2010, est un ensemble de projets de loi relative à la réforme de la réglementation financière intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (« Loi Dodd-Frank »). Il représente un engagement de bonne foi d'un gouvernement d'un pays d'origine envers l'amélioration de la transparence. Une disposition relative aux minerais des conflits est contenue dans l'article 1502 de la loi et impose des obligations morales à l'égard des mesures de vigilance de la part des entreprises qui se négocient sur les marchés boursiers américaines et sont impliquées dans les chaînes d'approvisionnement de l'étain, du tantale, du tungstène et de l'or, les quatre principaux métaux extraits de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) ou minerais des pays voisins. Les entreprises doivent rendre compte à la Security of Exchanges Commission américaine (SEC) chargée de la diligence raisonnable exercée sur la source et la chaîne de traçabilité de ces « minerais des conflits », fournir un audit indépendant du présent rapport, et rendre de plus amples informations disponibles, tels que « la description des installations utilisées pour le traitement des minerais, les pays d'origine et les efforts pour déterminer la spécificité la plus grande possible de la mine ou de l'emplacement d'origine ». Toutes les informations demandées doivent être publiées sur le site web de l'entreprise. Les règles de la SEC sur la façon d'appliquer l'article 1502 de la loi Dodd-Frank ont été finalisées le 22 août 2012.

La loi Dodd-Frank a été présentée comme un moyen d'assurer une plus grande transparence. C'est un signal puissant pour toutes les entreprises opérant dans le secteur où ils doivent faire preuve d'un degré de transparence élevé quant à leurs relations à l'égard des « minerais des conflits » en RDC et dans les pays voisins.

---

<sup>17</sup>OCDE 2011c. En outre, le Brésil, la Malaisie et 11 pays de la région des Grands Lac sont participé activement à la consultation conjointe OCDE-CIRGL. La CIRGL a approuvé la Directive après la réunion de Nairobi en septembre 2010. Voir OCDE 2010 pour plus de détails.

L'une des principales critiques contre la loi Dodd-Frank, c'est sa contribution à l'élimination du commerce légitime en RDC et dans les pays voisins, étant donné que le fardeau imposé au secteur par l'obligation de conformité à la Loi, a effectivement agi en qualité d'embargo de fait sur les minerais de la région<sup>18</sup>.

Malgré leurs intentions louables, en adoptant des mesures législatives telles que la Loi Dodd-Frank, il est important pour les pays d'origine d'avoir une compréhension complète des incidences potentielles (positives et négatives) et des conséquences imprévues de la mise en œuvre desdites mesures; de déployer les ressources nécessaires pour permettre aux pays de renforcer les capacités d'accueil nécessaires, d'appliquer les mesures ainsi que d'atténuer les effets négatifs.

#### **4.4 La norme pour le commerce équitable et l'extraction équitable (FT/FM) de l'ASM relative à l'or**

La norme pour le commerce équitable/extraction équitable (FT/FM) a d'abord été publiée par l'*Alliance for Responsible Mining*(ARM) et la *Fairtrade Labelling Organization* (FLO) en mars 2010. La norme FT/FM pour l'or artisanale permet à l'or d'être considéré comme « durable ». Selon l'ASM, la vision FT/FM, en conformité avec celle de l'*Alliance for Responsible Mining*, « est une activité formalisée, organisée et rentable qui est efficace sur un plan technologique, responsable sur les plans social et environnemental; le développement du secteur se déroule dans un cadre de bonne gouvernance, de légalité, de participation et de respect de la diversité; elle cherche à apporter une contribution croissante à l'amélioration des conditions de travail, au développement local, à la réduction de la pauvreté et à la justice sociale au sein... des pays, stimulées par la demande croissante des consommateurs pour des minerais durables et des bijoux éthiques »<sup>19</sup>. Les standards FT/FM fournissent aux mineurs des indications claires sur les exigences à remplir quant au travail, à l'organisation, à l'environnement et à traçabilité afin que leurs métaux soient considérés comme conformes aux standards FT/FM. En retour, les mineurs obtiennent la garantie d'un juste prix pour leur or et reçoivent la prime *Fairtrade* de 10% (15% pour l'or extrait de manière écologique sans l'utilisation de produits chimiques toxiques), qui doit être réinvestie dans l'amélioration de leurs entreprises et le développement social<sup>20</sup>.

La norme FT-FM est utilisée uniquement par les producteurs d'or artisanal et de petite échelle et est actuellement applicable seulement en Amérique latine, mais les programmes sont en cours d'élaboration en Afrique sub-saharienne. Actuellement, les mines péruviennes, colombiennes et boliviennes sont certifiées FT-FM. Cette certification comprend l'approvisionnement des zones touchées par les conflits en Colombie. La norme FT-FM relative à l'or « sont conçus pour couvrir uniquement les ASM opérationnelles, issues des zones exemptes de conflits, communautaires, permanentes et saisonnières ». Bien que n'ayant pas été conçus expressément pour le transport de la garde des minéraux des conflits des chaînes d'approvisionnement, ils ne permettent pas aux opérateurs de mener des activités dans des zones affectées par les conflits à condition de se conformer aux critères de performance minimum relatifs au principe selon lequel « la norme ne fournira en aucune façon un appui aux organisations impliquées dans les conflits armés, notamment le

---

<sup>18</sup>Weiss, Paul, « the Dodd-Frank Act Requirements Relating to Conflict Minerals and Mining and Resource Extraction Companies », September 2010, <http://www.paulweiss.com/files/upload/27Sep10CM.pdf>.

<sup>19</sup>The Fair Trade Labelling Organization and the Alliance for Responsible Mining, 2010, p. 4

<sup>20</sup>Alliance for Responsible Mining, Annual report, 2010.

financement des conflits ou l'utilisation des revenus aux fins d'activités facilitant l'achat des armes »<sup>21</sup>.

Ils sont expressément axés sur l'amélioration des bénéfices du développement des zones d'où est extrait l'or de manière artisanale<sup>22</sup>. Les normes environnementales ARM/FLO sont plus rigoureuses que celles de toute autre norme axée sur l'ASM.

En dépit de certaines critiques sur le fait que la norme FT-FM n'est pas détaillée ou globale, il est extrêmement important de noter qu'elle va au-delà de toute autre norme ayant pour but le soutien des mineurs artisanaux et de petite échelle en vue d'une exploitation d'une façon qui ne soit pas seulement responsable mais également favorable au développement. Toutefois, il est peu probable que la majorité des mineurs d'or artisanaux ne puissent jamais obtenir la certification FT-FM en raison de l'établissement d'une norme très élevée nécessitant une formalisation et facilitant les cadres commerciaux et juridiques. De ce qui précède, des efforts se font jour pour soutenir l'évolution du secteur de l'extraction minière artisanale et de petite échelle (ASGM) vers des modèles de production et de commerce plus proches des critères de performance FT-FM dans une démarche d'amélioration continue du secteur ASGM. Les plans ambitieux de l'ARM et du FLO ayant pour but l'accroissement de l'offre de l'or FT à 300 kg d'ici la fin de 2011, en partie grâce à la multiplication par trois du nombre d'organisations de producteurs certifiés pour l'amener au nombre de neuf. Les exploitants de l'or en RDC et dans la région des Grands Lacs pourraient bientôt être certifiés FT-FM, alors que les organisations ARM, *Solidaridad* et *Fairtrade* œuvrent en commun afin d'amener les mineurs du Kenya, de la Tanzanie, du Ghana et d'Ouganda à se conformer à la norme et aux opportunités d'exploration en Mongolie et en Afrique de l'Ouest. Alors que l'or FT-FM est principalement disponible dans le marché de la bijouterie, il est entièrement concevable que les entreprises du secteur des TIC souhaitant promouvoir les informations d'identification éthiques soient autorisées par la FLO et l'ARM à utiliser l'or FT-FM dans les produits et à les étiqueter comme tels.

En fonction des ressources du partenariat, de la demande du marché et des opportunités de collaboration avec des mineurs artisanaux et de petite échelle produisant d'autres minerais, l'ARM et la FLO envisageraient l'élaboration de normes supplémentaires au-delà de l'or. Dans l'attente de l'intérêt de l'industrie de l'étain, du tantale et du tungstène et du secteur des TIC, l'élaboration de la norme FT-FM - et éventuellement, des mines et des chaînes commerciales - pour les 3 « T » pourrait être possible, surtout à la suite de la récente annonce de l'ARM et du *Fair Trade International Standards Unit* que la norme ARM-FLO sera en cours d'examen en 2012 avec pour objectif spécifique la mise sur pied d'« un système plus global en vue de la facilitation de l'élaboration des normes de l'ASM sur d'autres minerais dans l'avenir »<sup>23</sup>.

#### **4.5 La norme relative à l'exploitation aurifère sans conflit (CFG) du Conseil mondial de l'or**

Le Conseil Mondial de l'Or (CMO) est l'organisation chargée du développement des marchés pour l'industrie de l'or. A travers ses activités dans les secteurs des investissements, des bijoux et des technologies, ainsi qu'à son engagement dans les affaires gouvernementales, le

---

<sup>21</sup> ARM/FLO, 2010.

<sup>22</sup> The Fair Trade Foundation and the Alliance for Responsible Mining, 2010, Fair Trade Foundation and Alliance for Responsible Mining, 2010, p. 12.

<sup>23</sup> Fair trade Labelling Organization and the Alliance for Responsible Mining, 2012.

Conseil Mondial de l'Or a pour objectif d'assurer le leadership du secteur, tout en stimulant et en soutenant la demande de l'or. Basée au Royaume-Uni et menant des opérations en Inde, en Extrême-Orient, en Europe et aux États-Unis, le Conseil Mondial de l'Or est une association dont les 24 membres comprennent les leaders mondiaux de l'industrie des mines d'or, ce qui représente environ 70% de la production mondiale des entreprises de l'or. Le CMO a pour ambition de contribuer à l'exclusion de l'or qui alimente les conflits du marché tout en évoluant sur la base du principe selon lequel « l'absence ou le retrait des investissements par les opérateurs responsables peut rendre plus difficile la stabilisation d'une situation de conflit ou la réalisation de la reconstruction post-conflit »<sup>24</sup>. La norme CFG est conçue pour être applicable aux conflits armés au niveau mondial et répondre à la fois aux exigences de l'article 1502 de la Loi américaine Dodd-Frank et du supplément émergent de l'or de l'OCDE à leur Guide relative à la recherche responsable des minerais dans les régions minées par les conflits ou à haut risque.

#### 4.5.1 Réalisations<sup>25</sup>

Le Conseil Mondial de l'Or a publié le *Conflict-Free Gold Standard (norme relative à l'exploitation aurifère sans conflit)* en octobre 2012, l'aboutissement de près de trois ans de travail des mineurs et des raffineurs d'or de premier plan et un processus de consultation intensif et novateur sur les cinq continents et impliquant plus de 100 organisations de parties prenantes. Deux des huit tables rondes ont eu lieu en Afrique - l'un à Johannesburg sous l'égide de l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA) et l'autre à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, organisée conjointement par la CIRGL et la GIZ. Ainsi, contrairement à la Loi Dodd-Frank (et dans une certaine mesure le processus de l'OCDE), la participation africaine a été substantielle dans l'élaboration de cette norme. Par ailleurs, contrairement à la législation américaine, la norme CFG a une portée mondiale plutôt que d'être axée sur et, aux yeux de certains, de stigmatiser d'autres minerais. Il est encore trop tôt pour formuler des commentaires sur son succès, car la mise en œuvre ne commencera pas avant janvier 2013. Cependant, une réalisation d'envergure est le soutien que le Conseil Mondial de l'Or et ses membres ont été en mesure d'assurer la mise en œuvre de la norme par les gouvernements, la chaîne d'approvisionnement de l'or et la société civile. Toutes ces parties prenantes ont participé à son élaboration et se sont félicitées de l'introduction de la norme, estimant qu'elle était crédible et réalisable. La norme est basée sur des références internationales bien-respectées, telles que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Il importe de relever que la norme n'a pas été élaborée indépendamment des autres initiatives, mais se rapporte à ces derniers. Elle est destinée notamment à agir comme un « programme du secteur » en vue de l'opérationnalisation du Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables des minerais en provenance des zones de conflit ou à haut risque, et elle a été élaborée afin de s'assurer de sa complémentarité avec d'autres initiatives menées dans le secteur, telles que les Orientations sur l'or responsable de la London BullionMarket Association (LBMA).

---

<sup>24</sup>Chatham House, 2011.

<sup>25</sup>Tiré de World Gold Council, Corporate Communications, décembre 2012.



Par conséquent, la norme est un moyen par lequel les exploitants d'or en activité dans une zone touchée par un conflit ou à haut risque peuvent rassurer les parties prenantes locales, nationales et internationales de la qualité responsable de leurs activités et de la fourniture d'une base pour la diligence raisonnable nécessaire aux raffineurs pour la procession de leurs approvisionnements en or.

#### **4.5.2 Critères de réussite**

Les principaux critères de réussite seront l'élimination progressive de la chaîne d'approvisionnement de l'or en or alimentant les conflits ou finançant les groupes armés illégaux. A travers le respect des normes, les chercheurs d'or peuvent évaluer leurs activités et fournir l'assurance qu'ils ne causent pas, ne soutiennent pas ou ne profitent pas aux conflits armés illicites, ni ne contribuent pas aux graves violations des droits humains ou du droit international humanitaire. La norme a été conçue dans le but d'accroître la confiance et la transparence dans la chaîne d'approvisionnement de l'or, et donne l'assurance que la responsabilité incombant à l'exploitation de l'or est une importante source de développement économique et social. Les entreprises de mise en œuvre seront tenues de rendre compte de leur mise en œuvre et ces informations seront assujetties à une assurance indépendante. Tous les membres du CMO se sont engagés pour la mise en œuvre de la norme.

Bien que la norme soit, en principe, disponible pour une utilisation par toute entité impliquée dans l'exploitation de l'or, en réalité, ses besoins sont susceptibles d'être difficiles pour la plupart des groupes ASM. Toutefois, étant donné l'importance des mines œuvrant dans le secteur formel de l'offre de l'or nouvellement extrait, être capable de fournir l'assurance que ces opérations de grande envergure n'attisent pas les conflits ou ne financent pas les groupes armés illégaux est un gain important en maximisant la proportion de la production d'or susceptible d'être démontré et certifié « libre de conflit ». Cette certification peut, à son tour, contribuer au soutien des nouveaux investissements, car il est essentiel pour tout producteur, cherchant à exploiter une mine située dans une zone à risque élevé ou touchée par les conflits, d'être en mesure de satisfaire aux exigences de diligence raisonnable pour les producteurs en aval.

#### **4.5.3 Défis**

La chaîne d'approvisionnement de l'or est particulièrement complexe et diversifiée, avec de l'or extrait dans plus de 90 pays, sur une variété d'échelles de grandes mines professionnelles à l'exploitation minière artisanale des petits groupes. Par ailleurs, des comptes d'or recyclé pour plus d'un tiers de l'approvisionnement mondial en or et ont un rôle important à jouer dans le cours de la chaîne d'approvisionnement de l'or. La haute valeur et la portabilité de l'or le rendent également propice à la contrebande. Cette complexité pose des défis inhérents.

Une fois que l'or est livré à la raffinerie, le raffineur mélange généralement l'or à partir d'un certain nombre de sources différentes, ce qui rend par la suite impossible la détection de la source des envois spécifiques. Les déclarations fournies par l'exploitant de la mine démontrant la conformité avec la norme CFG peuvent être utilisées par les raffineurs dans le cadre de leurs pratiques de diligence raisonnable. Les raffineurs sachant avec certitude que tout l'or entrant dans la raffinerie peut être certifié « CFG » peuvent être assurés que tout l'or au départ de la raffinerie est « CFG ». C'est l'approche adoptée par les orientations sur l'or responsable de la London Bullion Market Association et d'autres approches dirigées par le secteur pour la couverture des raffineurs d'or.

Toutes les initiatives visant l'amélioration de la traçabilité de l'or et l'exigence de la complexe diligence raisonnable contribueront de plus en plus également à relever la barre que les producteurs ASM devront surmonter s'ils veulent continuer à avoir accès au marché de l'or en général. Le danger est réel quant au détournement de plus en plus fréquent de cette production vers des canaux informels ou illégaux. C'est la raison pour laquelle, dans le cas de la RDC, le Conseil Mondial de l'Or collabore avec d'autres parties prenantes à travers le Public-Partnership Alliance en vue de l'appui des projets visant la prévention de la marginalisation des producteurs légitimes ASM et de la promotion de la formalisation croissante dans un cadre juridique bien défini.

#### **4.6 L'Initiative de l'ITRI sur la chaîne d'approvisionnement de l'étain (iTSCi)**

L'Initiative de l'ITRI sur la Chaîne d'Approvisionnement de l'étain (iTSCi) est une initiative conjointe entre l'ITRI et le tantale-niobium International Study Centre (TIC). Elle a été lancée en 2009 et le premier essai a été effectué en RDC (Nord et Sud-Kivu) en 2010. Elle englobe les grandes, moyennes et petites entreprises, les coopératives et les sites miniers artisanaux. « Elle est conçue pour une utilisation par l'industrie, mais avec une surveillance et des rôles clairs pour les fonctionnaires »<sup>26</sup>. Elle « prend en compte les recommandations du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU), en particulier le Groupe d'experts sur la RDC (UNGoE) pour l'expansion de la diligence raisonnable afin d'inclure les réseaux criminels, les groupes armés ainsi que les violations du gel des avoirs et une interdiction de voyager pour les individus et les entités sanctionnés ». L'iTSCi couvre l'étain, le tantale et le tungstène, mais pas l'or et traite le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence comme l'un de ses documents normatifs.

L'iTSCi consiste en une chaîne de traçabilité et un système de diligence raisonnable comprenant l'évaluation des risques par un tiers indépendant et des audits indépendants pour la protection contre les violations des droits de l'homme, notamment les pires formes de travail des enfants. L'iTSCi envisage l'inclusion de « normes sociales et environnementales supplémentaires relatives aux procédés et aux méthodes de production par la transformation de la fonderie de la pré-extraction minière et le commerce ... à un stade ultérieur ». La politique de l'iTSCi met l'accent sur les minéraux extraits dans les zones protégées ne pouvant pas être incluses dans le programme, sans pour autant proposer une méthode d'audit. Un certain nombre de parties prenantes a félicité le programme, notamment les fonctionnaires participant à sa mise en œuvre, ils ont réussi à mieux accomplir leurs tâches en raison de la capacité et de l'établissement des relations entrepris dans le cadre de l'iTSCi.

L'impact positif de l'iTSCi est documenté dans le rapport 2011 du Groupe d'experts des Nations Unies: « L'initiative a également permis le renforcement des capacités du gouvernement de la République Démocratique du Congo dans le secteur minier, afin de protéger les moyens de subsistance des mineurs sur les sites miniers balisés et, selon certains militants de la société civile du Nord Katanga, afin de réduire la corruption parmi les fonctionnaires de l'Etat dans le secteur minier ». L'iTSCi mène ses activités à travers l'opérationnalisation de trois éléments: (1) la chaîne de marquage de la possession et le suivi de l'origine minérale, (2) l'évaluation indépendante des risques des sites miniers, des voies de

---

<sup>26</sup>ITRI, 2012, «iTSCi», [Webpage.]

[https://www.itri.co.uk/index.php?option=com\\_zoo&view=frontpage&Itemid](https://www.itri.co.uk/index.php?option=com_zoo&view=frontpage&Itemid)

transport, des entreprises et du macro-niveau de la situation afin d'identifier et de gérer les risques liés aux conflits, et (3) un audit indépendant de tous les opérateurs d'assemblage iTSCi, les opérateurs tels que l'ASM qui ne peuvent pas devenir membres de l'iTSCi ainsi que du système des données.

#### **4.6.1 Défis**

Un écart persiste entre la demande et la capacité de l'initiative iTSCi à étendre rapidement ses opérations. Au début de l'année 2011, L'iTSCi a identifié comme les principales contraintes « le financement limité, les énormes besoins de renforcement des capacités, le défi géographique et logistique posé par la localisation des sites miniers, l'insuffisance des infrastructures locales (par exemple les coupures générales d'électricité et de téléphone) en RDC ». L'iTSCi est le programme préféré par les acteurs de la chaîne logistique en amont car elle fournit une assurance de la chaîne de possession des trois « T » en ligne avec les exigences conformément aux Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence et des initiatives telles que le CSA pour le secteur de l'ASM. Toutefois, jusqu'à ce que l'iTSCi soit capable de se propager dans toute la région, ou que le Mécanisme de certification régional (MCR) de la CIRGL soit mis en œuvre de manière adéquate, les mineurs de l'étain, du tantale et du tungstène autour de la région des Grands Lacs ont peu d'options à part la commercialisation de leurs minerais soit à des prix inférieurs aux acheteurs dont la chaîne d'approvisionnement en aval n'est pas orientée vers les pays exigeant une diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement soit par la fraude et la contrebande.

L'élaboration de l'iTSCi a été supervisée par les acteurs internationaux, mais les acteurs locaux tels que les associations de comptoir, un négociant et les autorités locales, provinciales et nationales ont joué un rôle important dans la détermination des approches de sa mise en œuvre. Les organisations locales sont responsables de la mise en œuvre en RDC et au Rwanda avec Pact (une ONG internationale) et Channel Research (l'évaluateur des risques et l'auditeur indépendant de l'iTSCi) fournissent un appui. Les représentants du gouvernement ont un rôle important dans le processus car ils sont en charge du marquage et de l'enregistrement des données. Les comités des parties prenantes aux niveaux local et provincial (Comités de pilotage) assument également des rôles importants afin d'assurer la mise en œuvre de l'initiative d'une manière durable et réaliste en tenant compte de l'environnement d'exploitation.

### **4.7 Le système de Certification des Chaînes Commerciales (CTC) et technologie de caractérisation analytique de BGR**

Le système decertification des chaînes logistiques(CTC) de l'Institut fédéral allemand des géosciences et des ressources naturelles (BGR) a été élaboré en 2008, puis mis à l'essai dans un certain nombre de grandes mines au Rwanda en septembre 2009 par le BGR et l'Administration des Mines et de la géologie du Rwanda. Les sites miniers certifiés « conformes au CTC » dans le cadre du système CTC peuvent être qualifiés d' « éthiques » et presque « durables ». Il est plus en accord avec les attentes des trois bases de référence car il intègre plus de considérations sociales et environnementales que leGuide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence ou l'iTSCi. Le système CTC est conduit par le gouvernement, en coopération avec les autorités nationales, le Rwanda et la RDC.

Le processus a impliqué la participation des groupes de parties prenantes multiples, qui apportent des éclairages des différentes zones géographiques, des échelles, des niveaux, des chaînes logistiques indépendantes et des secteurs. Le CTC peut être appliqué à l'étain, au tantale, au tungstène et aux chaînes d'approvisionnement de l'or et est actuellement mis en œuvre seulement au Rwanda et en RDC conformément à un accord de coopération entre chacun de ces gouvernements et le gouvernement allemand.

Le CTC a pour objectif l'amélioration de la « diligence raisonnable pour la chaîne d'approvisionnement et la bonne gouvernance dans le secteur de l'exploitation minière artisanale et de petite échelle » au Rwanda et en RDC. Le CTC contient les « vingt normes de certification sur l'origine et la traçabilité des minerais, les conditions d'exploitation et les éléments de diligence raisonnable pour la chaîne d'approvisionnement sur la base du Guide de l'OCDE et d'autres instruments d'intégrité, adaptés à l'applicabilité pratique au sein de l'ASM d'Afrique centrale ». <sup>27</sup> Alors que l'iTSCi, Le Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence et la fonderie des minerais non-liés aux conflits sont concernés par la gestion de la chaîne de garde et le risque des plus graves violations des droits de l'homme et des avantages aux groupes armés illégaux, le CTC prend également en considération les conditions de travail et d'activité, le comportement des forces de sécurité, la consultation de la communauté et le développement et la protection de l'environnement.

Le BGR a également élaboré une technologie de caractérisation analytique (AFP), qui est « une combinaison de méthodes d'évaluation analytiques de façon indépendante pour retracer l'origine du tantale (coltan) ou des minerais concentrés produits en Afrique centrale ». Cette caractérisation analytique consiste en un exercice facultatif de vérification de la chaîne de possession et est prévu pour intégration dans le Mécanisme de certification régionale (MCR) de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL). L'AFP est très utile pour les utilisateurs en aval souhaitant confirmer que leurs minerais ne sont pas liés aux conflits car il permet de confirmer l'origine minéralogique positive des mines pour lesquelles le BGR a été en mesure d'obtenir un échantillon. Cependant, le coût de l'utilisation de la technologie signifie que son application est destinée aux circonstances extraordinaires, plutôt qu'en tant que démarche normale.

Le BGR a travaillé en étroite collaboration avec la CIRGL pour l'intégration du CTC et de l'AFP dans son mécanisme régional de certification. Cette insertion signifie que toutes les chaînes d'approvisionnement des minerais à travers la région des Grands Lacs pour les trois « T » devront se conformer aux normes de la CTC intégrés dans la MCR et classés comme indicateurs du drapeau rouge ou jaune par la CIRGL, s'ils veulent recevoir un certificat d'exportation CIRGL. Cependant, d'autres normes CTC (sur l'environnement, les conditions de travail et le développement communautaire) ont été classées comme « Critères d'étape » par la CIRGL et seront donc tout simplement surveillées, plutôt qu'appliquées par le MCR-CIRGL. Selon le BGR, trois mines conformes au CTC au Rwanda feront partie d'un projet pilote de la CIRGL en 2012.

---

<sup>27</sup>BGR, 2011a, p. 1.

## 4.8 Le programme Fonderies sans conflit (CFS)

Le programme Fonderies sans conflits (CFS) « est un programme volontaire dans lequel un tiers indépendant évalue les activités d'approvisionnement d'une aluminerie et détermine si la fonderie a démontré que toutes les matières transformées sont originaires des sources exemptes de conflits de la RDC »<sup>28</sup>. Le CFS a été élaboré par la Coalition pour la citoyenneté de l'industrie électronique (Electronic IndustryCitizenship- EICC) et par l'Initiative mondiale du secteur des TIC (Global e-Sustainability Initiative - GeSI) en 2009. Le CFS a une portée mondiale, et peut être appliqué aux fonderies et raffineries partout dans le monde. Le CFS est progressivement mis en œuvre à travers les fonderies et les raffineries d'étain, de tantale, de tungstène et d'or et des documents d'appui sont en cours d'élaboration. Des audits CFS ont déjà été réalisés.

Il s'agit principalement d'un audit qui vérifie l'origine des flux d'entrée d'une aluminerie et comprend un calcul du bilan massique afin d'assurer l'équilibre entre les intrants, les stocks et les produits (en tenant compte d'une marge de 10% en cas de perte/gain de masse). Lorsque les minéraux proviennent ou sont passés à travers certains pays (par exemple, ceux de la région des Grands Lacs ou lorsqu'il existe des preuves de la contrebande ou du transit des minerais des conflits), l'auditeur CFS doit vérifier que la fonderie ou la raffinerie démontre sa conformité au Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence, et que la fonderie a convenablement répondu à aucune identification de risque que les minerais puissent avoir contribué au conflit en RDC. Les raffineries peuvent démontrer la conformité au Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence, soit individuellement à travers l'audit indépendant de leurs sources par un tiers par rapport à l'orientation, soit par l'utilisation du système évaluation-conformité, tels que l'iTSCi, à cet effet.

Le CFS vise la fourniture aux entreprises d'une méthode de conformité à la loi Dodd-Frank. Le CFS interprète les exigences de la Loi Dodd Frank de manière conservatrice afin de travailler avec le scénario que les activités de la SEC consistent dans l'absolue à fournir des minéraux « exempts de conflit » plutôt que des minéraux « gérés par les conflits ». Par conséquent, dans la mesure où l'OCDE n'est pas encore alignée sur la loi Dodd-Frank, il demeure des questions de conformité à la loi Dodd-Frank qui ne sont pas compatibles avec le Guide de l'OCDE sur le Devoir de diligence, empêchant ainsi la pleine harmonie.

## 4.9 L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)

Les effets négatifs de l'abondance des ressources sur la croissance et le développement durable en général ont été traités en long et en large dans les milieux universitaires et politiques, de plus en plus aussi dans les campagnes de la société civile depuis qu'Auty a présenté la thèse de *la malédiction des ressources* en 1993. En parallèle, la transparence et la notion de gouvernance des multiples parties prenantes ont évolué en normes mondiales fixant le cadre normatif de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). L'ITIE a été annoncée en 2002 par le gouvernement britannique au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg.

---

<sup>28</sup>EICC et GeSI, 2011c, *EICC®-GeSI Conflict-Free Smelter (CFS) tools and resources*, [www.conflictreesmelter.org/](http://www.conflictreesmelter.org/).

L'ITIE a établi une norme de transparence exigeant aux participants de fournir les revenus générés par le pétrole, le gaz et les mines. Cette exigence vaut tant pour les versements des sociétés d'exploitation aux gouvernements nationaux que les recettes provenant des industries extractives respectives aux gouvernements. Les deux ensembles de données peuvent ensuite être comparés et évalués en fonction de leur congruité. Le constat des incongruités dans les numéros contribue à l'identification des risques de corruption. En éliminant l'obscurité traditionnelle dans les transactions financières dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines, l'ITIE vise à priver les fonctionnaires et les entreprises privées de la possibilité de s'engager davantage dans des pratiques de corruption. Par la suite - en théorie - des ressources financières qui auraient été gaspillées à des fins non-transparentes et des actes de corruption peuvent désormais potentiellement être utilisées pour favoriser le développement durable.

Il n'est pas facile de saisir pleinement l'impact de l'ITIE. Le potentiel de la transparence en tant qu'instrument de réduction de la corruption a fait l'objet d'un débat. L'ITIE a non seulement émergé en parallèle à d'autres mécanismes de gouvernance et de durabilité dans le secteur des ressources minérales comme le Système de certification du Processus de Kimberley. Le Processus de Kimberley a même servi de modèle lors de la conception de l'ITIE. L'ITIE est différente du processus de Kimberley en ce sens que l'ITIE vise des objectifs de développement au-delà des questions purement liées à la sécurité.

Lancée en 2002, l'ITIE a pour objectif le renforcement de la gouvernance par l'amélioration de la transparence et de la responsabilisation dans le secteur extractif. L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. L'ITIE a élaboré une norme de surveillance qui est vérifiée par un processus de validation. En juin 2011, deux des 22 pays ont achevé le processus de validation (Azerbaïdjan et Libéria) et 29 pays ont le statut de candidat, s'il leur est accordé plus de temps pour terminer le processus<sup>29</sup>. L'ITIE est un processus volontaire et la conformité à l'ITIE est contrôlée par la coalition de la société civile mondiale « Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) ». Les campagnes de PCQVP pour la transparence dans le paiement, la réception et la gestion des revenus provenant des industries pétrolières, gazières et minières.

Les opinions exprimées par un certain nombre de parties prenantes estiment que l'ITIE a eu un impact positif. Selon le Secrétariat de l'ITIE, l'ITIE est considérée au Libéria comme une forte indication que le gouvernement est déterminé dans la poursuite de la reddition des comptes et à travers le processus de l'ITIE, la suspicion et la méfiance sont réduites. Au Nigeria, l'ITIE est perçue à la fois comme un instigateur de l'interrogatoire civique des fonctionnaires et une barrière de l'agitation sociale car elle dirige les énergies juvéniles consacrées à la violence vers un engagement dans le débat public. Au Cameroun, elle a contribué à l'amélioration des capacités de gestion et de surveillance des agences gouvernementales concernées et au Gabon, elle a fourni une plate-forme à la société civile pour relever les défis dans le développement et la gestion des ressources naturelles. Au

---

<sup>29</sup>Cameroun, République Démocratique du Congo, République du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Kazakhstan, Kirgizstan, Mali, Mauritanie, Madagascar, Mongolie, Niger, Nigeria, Pérou, Sierra Leone, Timor-Leste, Yémen, République Centrafricaine, Norvège, Tanzanie, Albanie, Burkina-Faso, Mozambique, Zambie, Afghanistan, Irak, et Tchad

Ghana, elle a permis aux collectivités locales de s'engager aux côtés des entreprises impliquées dans l'extraction des ressources naturelles<sup>30</sup>.

Toutefois, les indicateurs de gouvernance ne montrent pas une nette amélioration dans les pays membres de l'ITIE par opposition aux pays non-membres de l'ITIE dans la perception de la corruption, alors qu'il y a une amélioration du climat des affaires, de la voix et de la responsabilité<sup>31</sup>.

## 5 Conclusion et marche à suivre

Mécanisme/Initiative de certification	Principales caractéristiques	Principales institutions de mise en œuvre	Bonnes pratiques
<b>1. MRC-CIRGL</b>	<p>1. Chaîne de suivi de la possession du site de la mine à l'exportation.</p> <p>2. Suivi régional des flux minéraux via la base de données de la CIRGL.</p> <p>3. Audits réguliers indépendants des tiers.</p> <p>4. Auditeur indépendant de la chaîne minérale(IMCA).</p>	<p>1. États membres;</p> <p>2. CIRGL; harmonisation avec les bases de données au niveau national;</p> <p>3. Un Comité d'Audit appuyé/accrédités et tripartite du CIRGL supervise les audits régionaux (pool d'auditeurs accrédités; termes de référence pour les audits; reçoit et examine les rapports d'audit, etc);</p> <p>4. Soutien politique et soutien administratif de la CIRGL, mais indépendant à l'IMCA</p>	<p>La charge de la preuve incombe principalement aux exportateurs, d'autre part sur les gouvernements, afin d'imposer moins d'exigences aux gouvernements de la région des Grands Lacs subissant des tensions de ressources; Audits obligatoire des tiers, application du principe de</p> <p><i>la confiance assorti à celui de la vérification;</i></p> <p>Adaptation des systèmes actuels et5) Conception des capacités d'adaptation, de sorte que; le mécanisme reste opérationnel dans la durée et intègre la pratique pertinente et les meilleures normes autant que possible</p>

<sup>30</sup>EITI, 2010, «Impact of EITI in Africa: Stories from the ground », EITI Secretariat. <http://eiti.org/files/EITI%20Impact%20in%20Africa.pdf>.

<sup>31</sup>Aaronson S., 2008, « Can Transparency in Extractive Industries Break the Resource Curse? », VoxEU.org <http://voxeu.org/index.php?q=node/1395>.

**2. Processus de Kimberley**

Initiative à Partenaires multiples(gouvernement, société civile, Industrie)  
Porte essentiellement sur les diamants de la guerre

Gouvernements

Approche tripartite;  
Ne peut échanger qu'avec un autre membre du processus de Kimberley; En cours;

**3. Guide de l'OCDE sur le Devoir de Diligence**

5étapes:  
1. Systèmes de gestion,  
2. Évaluation des risques,  
3. Atténuation des risques,  
4. Audits indépendants des tiers,  
5. Rapports annuels.

Entreprises(en amont et en aval)

Accroissement de la transparence de la chaîne d'approvisionnement

**4. Loi Dodd-Frank**

Article 1502imposedes obligations juridiques aux mesures de vigilance sur les sociétés qui se négocient sur les marchés boursiers américaines pour les trois « T » de la RDC et des pays voisins

Entreprises inscrites auprès de la SEC

Assurance d'une plus grande transparence sur les relations avec les minerais des conflits provenant de la RDC et des pays voisins

**5. Commerce équitable/extraction équitable de l'ASMsur l'or**

Permet à l'or artisanal d'être étiqueté « durable », exigences relatives aux activités, à l'organisation, à l'environnement et à la traçabilité

ASM

Normes environnementales rigoureuses; orientées vers l'amélioration des bénéfices du développement pour les communautés ASM



<b>6. Norme CFG du Conseil Mondial de l'Or</b>	<p>1. Prend en charge les pratiques de l'exploitation minière responsable.<sup>198</sup></p> <p>2. Orientée vers la conformité à l'article 1502 du DFAE.</p> <p>3. En accord avec le Directeur général adjoint de l'OCDE, les normes en matière de développement sur la façon dont les entreprises devraient contracter les services d'un auditeur par un tiers et gérer l'or recyclé.</p>	<p>Membres du CMO et les autres sociétés impliquées dans l'extraction de l'or.</p>	<p>Implication dynamique de l'Afrique dans l'élaboration de la norme; est d'envergure mondiale plutôt qu'axée sur les minéraux africains; liens avec d'autres initiatives conduites par le secteur (Guide de l'OCDE, etc)</p>
<b>7. ITSCi de l'ITRI</b>	<p>1. Suivi/traçabilité combinés (par marquage du sac, documentation, gestion et analyse des données),</p> <p>2. Évaluation indépendante des risques par un tiers,</p> <p>3. Audits indépendants par un tiers,</p> <p>4. Publication des résultats des évaluations des risques et des audits</p>	<p>Entreprises en amont (de la mine à la fonderie) et gouvernements nationaux appuyés par l'ITSCi</p> <p>Opérateurs du programme.</p>	<p>Les représentants du gouvernement sont ceux qui effectuent le marquage et l'enregistrement des données. Les comités des parties prenantes au niveau local et provincial ont aussi des rôles importants pour s'assurer de la mise en œuvre de l'initiative d'une manière qui soit durable et réaliste</p>
<b>8. Norme CTC du BGR</b>	<p>Garantir de manière indépendante la « traçabilité de la chaîne commerciale, la transparence et la qualité éthique de la production minière »</p> <p>Normes organisées en 5 principes universels, mais pour adaptation aux particularités des différents contextes nationaux.</p>	<p>Entreprises minières avec l'appui du gouvernement</p>	<p>Comprend 5 principes: la traçabilité, les conditions de travail équitables, la sécurité et les droits de l'homme, le développement communautaire, l'environnement. Développement de la technologie de caractérisation analytique</p>
<b>9. Programme Fonderies sans conflit (CFS)</b>	<p>Le CFS est un audit qui procède à:</p> <p>1) l'analyse matérielle 2) la révision des processus d'affaires (démonstration des systèmes de gestion, par exemple, politique sur les</p>	<p>Fonderies et affinerie primaires et secondaires</p>	<p>Entités en aval de l'exportateur local à l'utilisateur final</p>

## 10.L'ITIE

minerais de guerre, 100% de documentation sur la chaîne de possession et identification raisonnable de l'origine).

Coalition des gouvernements, de la société civile, des investisseurs, des représentants de l'industrie et des organisations internationales; Dispose d'un système de surveillance; Se concentre sur les flux des revenus

Gouvernements et entreprises

Amélioration de la gouvernance à travers le renforcement des capacités, la gestion et le suivi; l'engagement civique dans la gestion des ressources naturelles; Participation des communautés locales et des sociétés minières

Comme on peut le constater dans le tableau ci-dessus, tandis que l'IRRN-CIRGL a construit d'autres mécanismes en vigueur de manière positive et a en grande partie intégré certains des enseignements, elle peut encore tirer les meilleures pratiques des autres initiatives. En vue de la résolution des problèmes de développement durable, il faut par exemple, intégrer le système CTC et le FT-MN qui ont élevé l'environnement de travail et les normes générales, comme elle le fait déjà avec le CTC, mais étendu à tous les pays de la CIRGL. L'approche tripartite lancée par le processus de Kimberley est également une bonne pratique à imiter et l'IRRN-CIRGL devrait utiliser les OSC de manière plus systématique. À cet égard, la mise en place d'une dénonciation des mécanismes dans lequel les OSC jouent un grand rôle est une heureuse initiative que nous pressentons être très efficace si elle est manipulée de manière idoine.

Une marche à suivre pour l'IRRN-CIRGL consistera à revoir sa structure opérationnelle et à entreprendre un recalibrage et le rééquipement y compris l'élaboration et l'augmentation des capacités à tous les niveaux en vue de surmonter les défis liés à la mise en œuvre concrète de certaines activités sur le terrain; avoir une stratégie et un plan d'action clair de façon à utiliser les ressources allouées par les différents bailleurs de fonds afin de permettre une meilleure coordination; envisager sérieusement des mécanismes de financement autonomes afin d'avoir une meilleure appropriation de l'initiative pour sa pérennité; continuer à collaborer très étroitement avec les mécanismes déjà opérationnels de manière proactive et les intégrer dans l'Initiative afin d'éviter la duplication des efforts et des ressources pour surmonter la « fatigue liée à la certification » perçue chez un certain nombre de parties prenantes et améliorer de manière sensible la communication sur l'IRRN pour en faire une initiative de renommée internationale comme le Processus de Kimberley et l'ITIE. Dans une optique plus spécifique, la CIRGL devrait accorder plus d'importance à l'IRRN, elle devrait accélérer la mise en œuvre de ses outils avec les pays qui sont déjà prêts, c'est à dire qu'elle doit poursuivre les activités en cours avec les ressources disponibles, il devrait rapidement mettre en place la fonction de l'Auditeur de certification indépendant sur les minerais en tant que nouveauté et sera également utilisée pour l'examen des données recueillies par la base des données de la CIRGL, et enfin d'accélérer la vitesse de communication avec les États membres et d'acquérir un moyen de communication régulière avec ces derniers au niveau national.

## 6 Références

Aaronson S., 2008, « Can Transparency in Extractive Industries Break the Resource Curse? », VoxEU.org <http://voxeu.org/index.php?q=node/1395>.

Alliance for Responsible Mining, Annual report, 2010.

Alliance for Responsible Mining, 2010, *Fairtrade and Fairmined Gold: Information for business and designers*, At [www.fairtrade.org.uk/press\\_office/default.aspx](http://www.fairtrade.org.uk/press_office/default.aspx).

Alliance for Responsible Mining, 2011, *About us*.  
[www.communitymining.org/index.php/en/about-us](http://www.communitymining.org/index.php/en/about-us).

Assemblée des Nations Unies, 64e Session. Résolution 64/109 adoptée par l'Assemblée générale. Le rôle des diamants dans le financement des conflits: briser les liens entre les transactions illégales des diamants bruts et les conflits armés comme contribution à la prévention et à la poursuite des conflits (A/RES/64/109)  
<http://www.un.org/depts/dhl/resguide/r64.shtml>.

A.T. Kearney. 2012. *Conflict Minerals: Yet Another Supply Chain Challenge*. June.  
[http://www.atkearney.com/paper/-/asset\\_publisher/dVxv4Hz2h8bS/content/conflict-minerals-yet-another-supply-chain-challenge/10192](http://www.atkearney.com/paper/-/asset_publisher/dVxv4Hz2h8bS/content/conflict-minerals-yet-another-supply-chain-challenge/10192).

BGR, 2010, *Analytical fingerprint (AFP) for tantalum (« coltan »), tin, and tungsten ores*. [www.bgr.bund.de/EN/Themen/Min\\_rohstoffe/CTC/Downloads/AFP\\_update.pdf?\\_\\_blob=publicationFile&v=2](http://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Min_rohstoffe/CTC/Downloads/AFP_update.pdf?__blob=publicationFile&v=2).

BGR, 2011a: *Newsletter 03/2011: Mineral certification: Certified Trading Chains (CTC) and the Analytical Fingerprint (AFP)*.  
[www.bgr.bund.de/EN/Themen/Min\\_rohstoffe/CTC/Downloads/newsletter\\_03\\_2011.html?nn=1572670](http://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Min_rohstoffe/CTC/Downloads/newsletter_03_2011.html?nn=1572670)

BGR, 2011b, *The Certified Trading Chains certification system*. [node\\_en.html](http://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Min_rohstoffe/CTC/Downloads/ctc_certification_system_en.pdf),.

Blore, Shawn et Smillie, Ian, 2010, *An ICGLR-based tracking and certification for minerals based in the Great Lakes Region of Central Africa*, mars.

Blore, Shawn and Ian Smillie, 2011. *Taming the Resource Curse: Implementing the ICGLR Certification Mechanism for conflict-prone minerals*. Partnership Africa Canada.  
[www.pacweb.org/Documents/icglr/PAC\\_Report\\_on\\_ICGLR\\_RCM-03-2011-eng.pdf](http://www.pacweb.org/Documents/icglr/PAC_Report_on_ICGLR_RCM-03-2011-eng.pdf).

Chatham House, 2011, *World Gold Council: Conflict-free Gold Standards. Stakeholder Consultative Round Table*, Chatham House, 15 September 2011, London: Chatham House.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2006, *Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs*, décembre. [https://icglr.org/IMG/pdf/Pact\\_on\\_Security\\_Stability\\_Development-S.pdf](https://icglr.org/IMG/pdf/Pact_on_Security_Stability_Development-S.pdf)

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2009, *Réunion constitutive du Comité de Lutte contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, octobre.

Conférence Internationale la Région des Grands Lacs, 2010. *Deuxième Réunion du Comité Directeur de l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, avril.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2010, *Troisième Réunion du Comité Directeur de l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, septembre.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2011, *Quatrième Réunion du Comité Directeur de l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, avril.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2011, *Cinquième Réunion du Comité Directeur de l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, novembre.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, 2012, *Sixième Réunion du Comité Directeur de l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles*, mai.

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, – Les six outils de l'IRRN. Tiré de [https://icglr.org/IMG/pdf/THE\\_SIX\\_TOOLS\\_OF\\_THE\\_RINR.pdf](https://icglr.org/IMG/pdf/THE_SIX_TOOLS_OF_THE_RINR.pdf)

Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, *L'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles (IRRN) : l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles dans la région des Grands Lacs*, Tiré de <https://icglr.org/spip.php?article94>

Conseil de Sécurité des Nations Unies, 2003-2005, *Repertoire of the practice of the Security Council Supplement 2000-2003. Chapter V: Subsidiary organs of the Security Council*. Tiré le 18 décembre 2011 du site [www.un.org/en/sc/repertoire/00-03/00-03\\_05.pdf#page=26](http://www.un.org/en/sc/repertoire/00-03/00-03_05.pdf#page=26).

EICC and GeSI, 2011c, *EICC®-GeSIConflict-Free Smelter (CFS) tools and resources*, [www.conflictreesmelter.org/](http://www.conflictreesmelter.org/).

EITI, 2010, « Impact of EITI in Africa: Stories from the ground », EITI Secretariat. <http://eiti.org/files/EITI%20Impact%20in%20Africa.pdf>.

Fairtrade Foundation, 2012, Fairtrade Foundation to certify African gold, 13 March 2012, Tiré du site:[www.fairtrade.org.uk/press\\_office/press\\_releases\\_and\\_statements/march\\_2012/fairtrade\\_foundation\\_to\\_certify\\_african\\_gold.aspx](http://www.fairtrade.org.uk/press_office/press_releases_and_statements/march_2012/fairtrade_foundation_to_certify_african_gold.aspx)

Fairtrade Foundation and ARM, 2011, *World's first Fairtrade and fair mined certified gold to tackle poverty faced by miners and their families*, [press release.] 14 February 2011. [www.fairtrade.org.uk/press\\_office/press\\_releases\\_and\\_statements/february\\_2011/worlds\\_first\\_fairtrade\\_and\\_fairmined\\_certified\\_gold\\_to\\_tackle\\_poverty\\_faced\\_by\\_miners\\_and\\_their\\_families.aspx](http://www.fairtrade.org.uk/press_office/press_releases_and_statements/february_2011/worlds_first_fairtrade_and_fairmined_certified_gold_to_tackle_poverty_faced_by_miners_and_their_families.aspx).

Fairtrade Labelling Organization and the Alliance for Responsible Mining, 2010, *Fairtrade and Fairmined Standard for Gold from Artisanal and Small-scale Mining, Including Associated Precious Metals*, 15 mars 2010.

Fairtrade Labelling Organization, 2011, *Fairtrade Trade Standard, Version 01.05.2011*, [www.fairtrade.net/fileadmin/user\\_upload/content/2011-12-29\\_GTS\\_EN.pdf](http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/2011-12-29_GTS_EN.pdf).

Global Witness, 2006, « An Independent Commissioned Review Evaluating the Effectiveness of the Kimberley Process », Global Witness [http://www.globalwitness.org/media\\_library\\_get.php/272/1277890630/GW%20Commissioned%20Report%20on%20KP.pdf](http://www.globalwitness.org/media_library_get.php/272/1277890630/GW%20Commissioned%20Report%20on%20KP.pdf).

Global Witness, 2011, *Congo's mineral trade in the balance Opportunities and obstacles to demilitarisation* [www.globalwitness.org/sites/default/files/library/Congo's%20minerals%20trade%20in%20the%20balance%20low%20res.pdf](http://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/Congo's%20minerals%20trade%20in%20the%20balance%20low%20res.pdf)

International Crisis Group, 2001, *Scramble for the Congo, Anatomy of an ugly war*.

ITRI, 2012. « itSCi ». [Webpage.] [https://www.itri.co.uk/index.php?option=com\\_zoo&view=frontpage&Itemid=60](https://www.itri.co.uk/index.php?option=com_zoo&view=frontpage&Itemid=60).

Moore, Brigit. 2011, *The Kimberley Process: An Evaluation of its Effectiveness and an Assessment of its Replicability in the Democratic Republic of the Congo*, American University. <http://www.american.edu/sis/ipcr/upload/THE-KIMBERLEY-PROCESS-An-Evaluation-of-its-Effectiveness-and-an-Assessment-of-its-Replicability-in-the-DRC.pdf>.

OCDE, 2010, ICGLR-OECD, « Consultation on responsible supply chain management of conflict minerals », 29-30 septembre 2010, Nairobi (Kenya), [webpage.] [www.oecd.org/document/41/0,3746,en\\_2649\\_34889\\_45793897\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/41/0,3746,en_2649_34889_45793897_1_1_1_1,00.html).

OCDE, 2011a, *OECD Due Diligence Guidance For Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas*, OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264111110-en>.

OECD, 2011b, *OECD guidelines for multinational enterprises*, Paris: OECD.

OCDE, 2011c, *Upstream pilot implementation of the OECD Due Diligence Guidance For Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas*:

*Baseline Report on the Supplement on Tin, Tantalum, and Tungsten.*  
[www.oecd.org/dataoecd/34/48/49079882.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/34/48/49079882.pdf)

OCDE, 2011d, *Downstream pilot implementation of the OECD Due Diligence Guidance for Responsible Supply chains of minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas. Baseline Report on the Supplement on Tin, Tantalum, and Tungsten*, tiré le 17 décembre 2011 du site [www.oecd.org/dataoecd/34/48/49079882.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/34/48/49079882.pdf).

OCDE, 2011e, *OECD Work on Conflict-Free Mineral Supply Chain & the U.S. Dodd Frank Act*, [www.oecd.org/dataoecd/56/59/48889405.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/56/59/48889405.pdf).

OCDE, 2012, «*OECD Due Diligence Guidance for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High-Risk Areas: Supplement on Gold*»,  
[http://www.oecd.org/document/60/0,3746,en\\_2649\\_34893\\_49137660\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/60/0,3746,en_2649_34893_49137660_1_1_1_1,00.html).

Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth in the Democratic Republic of Congo, S/2003/1027, 23 octobre 2003.

Resolve, 2010a, *Tracing a path forward - A study of the challenges of the supply chain for target metals used in electronics.*  
<http://eiccgcsi.resolv.wikispaces.net/Tracing+a+Path+Forward+-+A+Study+of+the+Challenges+of+the+Supply+Chain+for+Target+Metals+Used+in+Electronics>

Resolve, 2010b, «*Tracing conflict-free minerals*», [webpage], daté du 6 avril, tiré du site [www.resolve.org/blog/tracing-conflict-free-minerals/](http://www.resolve.org/blog/tracing-conflict-free-minerals/)

The OECD Due Diligence Guidelines for Responsible Supply Chains of Minerals from Conflict-Affected and High Risk Areas,  
[http://www.oecd.org/document/36/0,3746,en\\_2649\\_34889\\_44307940\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/36/0,3746,en_2649_34889_44307940_1_1_1_1,00.html).

Union Internationale des Télécommunications (UIT), 2012, *Greening ICT supply chains – Survey on conflict minerals due diligence initiatives*, mars.

US Congress, 2010, *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*. [www.sec.gov/about/laws/wallstreetreform-cpa.pdf](http://www.sec.gov/about/laws/wallstreetreform-cpa.pdf).

Vircoulon, Thierry, 2011b, *Behind the problem of conflict minerals in DR Congo: Governance*, For the International Crisis Group,  
[www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/behind-the-problem-of-conflict-minerals-in-dr-congo-governance.aspx](http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/behind-the-problem-of-conflict-minerals-in-dr-congo-governance.aspx).

Vodafone, 2012, *Conflict Minerals*,  
[www.vodafone.com/content/index/about/sustainability/being\\_responsible\\_ethical\\_and\\_honest/responsible\\_supplychain/conflict\\_minerals.html](http://www.vodafone.com/content/index/about/sustainability/being_responsible_ethical_and_honest/responsible_supplychain/conflict_minerals.html).

Weiss, Paul, «*the Dodd-Frank Act Requirements Relating to Conflict Minerals and Mining and Resource Extraction Companies*», Septembre 2010,  
<http://www.paulweiss.com/files/upload/27Sep10CM.pdf>.

World Gold Council, 2012, « Conflict-free standards », [Webpage].[www.gold.org/about\\_gold/sustainability/conflict\\_free\\_standards/](http://www.gold.org/about_gold/sustainability/conflict_free_standards/).

## 7 Annexe 1- Mise en œuvre des six outils - analyse par pays

	<b>Certification des minéraux et système de traçabilité</b>	<b>Harmonisation des politiques nationales/domestication du Protocole</b>	<b>Création d'un système d'échange d'informations (Base de données régionale)</b>	<b>Mécanisme du système de dénonciation</b>	<b>ITIE</b>	<b>Formalisation de l'ASM</b>
<b>Burundi</b>		<p>Un nouveau code minier est en cours de finalisation et prend en considération le Protocole de la CIRGL et le projet de loi type(avril 2011) Une ordonnance ministérielle sur la certification est en vigueur depuis mars 2011</p> <p>-Le Mécanisme de coordination nationale de la CIRG La commis une étude indépendante pour s'assurer de la prise en compte suffisante du protocole dans l'élaboration du code minier.</p>	<p>Le Burundi a transmis des données au Secrétariat de la CIRGL pour l'enrichissement de la base de données(avr. 2011)</p>		<p>Le processus de l'ITIE a été lancé par la 2<sup>e</sup> vice-présidence du bureau (avr. 2011)</p>	<p>Mener des missions de sensibilisation et d'information pour les mineurs artisanaux(avril 2011)- Une carte des sites artisanaux dans le pays est disponible(avril 2011)</p> <p>Des ateliers de sensibilisation sont également été organisés avec les mineurs artisan aux à Ngozi, Cibitoke et Mabayi(nov. 2011) 35coopérativesont été créées et</p>



**République  
Centrafricaine  
(RCA)**

**Rép. du**

La RCA a adopté une  
révision de son Code minier

La RCA a  
remis les statistiques  
recueillies sur l'or et le  
diamant à la CIRGL .Les  
statistiques de 2009 ont  
également été mises à  
disposition.

Le processus  
de l'ITIE a été  
lancé par la  
2e vice-  
présidence du  
bureau (avr.  
2011)  
En ligne avec  
la mise en  
place d'un  
mécanisme  
de  
dénonciation,  
les brigades  
minières ont  
été  
renforcées  
afin de mieux  
faire face à  
l'exploitation  
illégal des  
ressources  
naturelles. le  
respect de la  
RCA avec les  
normes de  
l'ITIE a été  
confirmé

En ligne avec la  
mise en place  
d'un mécanisme  
de dénonciation,  
les brigades  
minières ont été  
renforcées afin  
de mieux faire  
face à  
l'exploitation  
illégal des  
ressources  
naturelles. le  
respect des  
normes de l'ITIE  
par la RCA a été  
confirmé. (avr.  
2011)

reconnues.

Les mineurs  
artisans sont  
organisés en  
coopératives.  
La RCA a mis en  
place une unité de  
gestion  
chargée de la  
cartographie des  
mines artisanales et  
de la numérisation  
carte

a mis au point un modèle

La rédaction d'une

En ce qui concerne la

Dans le processus

Le comptage des

<b>Congo</b>	<p>de certification et a mené une étude, en partenariat avec le PNUD, afin d'identifier les capacités requises pour la certification.</p> <p>L'introduction de la MRC de l'autre côté a été retardée</p>	<p>ordonnance pour la mise en œuvre du Protocole de la CIRGL sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles est en cours,(Nov. 2011)</p>	<p>base des données, la République du Congo prévoit de coopérer avec le BGR pour l'élaboration d'une carte des sites des mines du pays.</p>	<p>de l'ITIE, la République du Congo a fait beaucoup de progrès: elle a produit son troisième rapport ITIE pour 2010 et publiera prochainement le quatrième en août 2011.</p>	<p>mineurs artisanaux et la mise en place ultérieure de coopératives sont prévus.</p> <p>Il y aura également un programme de renforcement des capacités pour l'ASM avec la Banque mondiale et le PNUD.</p>
<b>RDC</b>	<p>La RDC a élaboré une stratégie en 4 étapes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'évaluation des sites miniers en termes de sécurité et de cartographie sur la base de ces informations;</li> <li>2. La traçabilité;</li> <li>3. L'engagement des parties prenantes, le suivi et l'évaluation;</li> <li>4. La coordination.</li> </ol> <p>Le système de traçabilité des minerais est mis en œuvre dans les territoires miniers de plusieurs régions du pays,</p>	<p>Aux fins d'harmonisation juridique, des contacts ont été pris avec le Forum des parlementaires.</p> <p>Quant à l'harmonisation, elle dépendra du projet élaboré par la CIRGL, alors que le gouvernement est en train d'examiner une grande partie de la législation minière.</p>	<p>La RDC a transmis des données statistiques au Secrétariat de la CIRGL</p> <p>La RDC a annoncé la transmission préalable des données de nombreuses fois au Secrétariat de la CIRGL. Afin d'éviter un manque d'émission de données, les données sur les sites miniers, tels que celles relevant du ministère et celles du Katanga ont</p>	<p>La RDC mène également des initiatives sur le respect des normes de l'ITIE. Le deuxième rapport de l'ITIE comprendra les comptoirs et la production de cassitérite.</p> <p>La RDC a signalé que la production des minéraux globaux devrait</p>	<p>La création des zones d'exploitation artisanale est en cours dans la création de coopératives ASM. À cette fin, le projet Pro mines apportera son soutien au SAESSCAM.</p> <p>Le Maniema est la prochaine province cible dans le cadre du système de traçabilité et le site Nyabibwe au Sud-Kivu, dont</p>

## Kenya

en collaboration avec l'ITRI, (Nov. 2011)

Aucun minéral non marqué ne doit quitter le pays et déjà plus de 90% des exportations de minerais aux sont marqués dans la province du Katanga. Par ailleurs, afin de lutter contre la contrebande et les questions relatives à la traçabilité, des comités pilotes sont mis en place pour le contrôle de la conformité des opérateurs miniers aux exigences du manuel de certification de la CIRGL et du Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence. Le premier certificat régional est censé être publié prochainement (mai 2012)

Le Kenya met actuellement en œuvre sa nouvelle constitution et l'exercice de révision de la loi minière et

été transmises.

Par ailleurs, les données sur la production, les producteurs de licence et les coordonnées GPS des sites ont également été transmises au Secrétariat de la CIRGL.

diminuer en raison de la pression internationale.

Le deuxième rapport de l'ITIE pour la période 2008-2009 a été validé.

l'opération d'étiquetage sera financée par le Nouvel Empire du Pays-Bas.

La formalisation a été abordée par la tenue d'une réunion des parties

## Zambie

La Zambie est en train de recueillir des échantillons de minerais afin d'établir le système de caractérisation. Ce processus est cependant entravé par un manque de personnel qualifié, qui nécessite l'aide de la CS dans le renforcement des capacités.

L'entreprise sud-africaine MET TRACK a été contractée afin de faire avancer le MCR. Le lancement du premier essai est prévu en juin dans une mine de cassitérite.

l'exploitation minière est au niveau ministériel. La situation complique la mise en œuvre des six outils dans leur cas. Les concordances ne sont pas synchronisées.

prenantes en vue de la sensibilisation et de l'encouragement des mineurs artisanaux à travailler dans les coopératives.

La Zambie a adhéré au processus de l'ITIE. Le premier rapport a été publié en janvier 2011.

Après l'examen de son prochain rapport, il est prévu que la Zambie soit pleinement conforme.

## Ouganda

La loi ougandaise sur les mines est en cours de révision et sera adoptée prochainement(nov. 2011)

Un système de base de données sur les mines artisanales a été mis en place et est opérationnel. L'Ouganda a soumis des données à la base de données régionale. Pour la base de données régionale, le modèle du nouveau système de la CIRGL est utilisé, mais le manque de personnel empêche sa progression rapide

L'Ouganda a adopté une loi sur la protection de la dénonciation qui appuiera la mise en œuvre du mécanisme de dénonciation.

La promotion de la formalisation de la petite exploitation minière a entraîné la création de 18coopératives. Les mineurs artisanaux et de petite échelle ont été formés et les coopérative sont reçu des subventions

Le processus de formalisation est en cours et un premier résultat en est l'acquisition de leurs licences par certains mineurs artisanaux.

## Rwanda

Depuis décembre 2010, le Rwanda a lancé la mise en œuvre du système de traçabilité de l'iTSCi avec 8 entreprises et les exportateurs opérant dans le pays. 78 personnes ont été embauchées pour le traitement spécifique du système de marquage

Quant à l'ITIE, le Rwanda a indiqué qu'un consultant a été recruté pour la préparation des recommandations en vue de la participation du Rwanda à cette initiative.

des minerais et le suivi de la présence des représentants gouvernementaux dans chaque entité productrice.

Actuellement, 80 à 90% de la production est étiqueté. Le Rwanda a également lancé la mise en œuvre des Système de Certification des Chaînes Logistiques(CTC) du projet. Dans ce cadre, 4 entreprises ont été soumises à un audit externe, ce qui a conduit à la certification de deux entreprises. Suite à l'arrêté ministériel adopté en mars 2011, tous les minéraux importés au Rwanda doivent être traçables.

Afin de se conformer au système de l'ITRI, plus d'une centaine de personnes a été recrutée. En termes de coopération avec d'autres pays, le Rwanda

	a récemment (nov. 2011) remis 81,34 tonnes de cassitérite et de coltan à la RDC, d'où ils étaient originaires.				
<b>Tanzanie</b>	La Tanzanie a adopté une nouvelle Loi sur les mines, la Tanzanie va présenter un certificat d'origine pour la Tanzanie. Cette avenue sera utilisée pour l'introduction de la certification des quatre minéraux sélectionnés dans le cadre de la MCR de la CIRGL La Tanzanie va publier son premier certificat à la fin de l'année 2013	Une équipe dédiée à l'examen de la réglementation a été créée en avril 2012. La Tanzanie a récemment révisé sa Loi sur les mines, ainsi l'harmonisation ne peut se faire immédiatement et devra attendre le prochain examen.	Pour la base de données, deux statisticiens sont été recrutés par le ministère pour faire face à la compilation des données sur les minéraux et l'un d'eux a été chargé d'établir des liens avec le Secrétariat de la CIRGL et attend les directives du Secrétariat de la CIRGL.	La Tanzanie est en train de remplir les cinq autres critères avant d'être admis comme Membre Conforme à l'ITIE. Ils sont en train de compiler le deuxième rapport de l'ITIE qui répondra aux cinq autres critères.	69 coopératives ont été créées.  Pour le secteur de l'ASM, le cadre juridique qui reconnaît que les activités légitimes de l'ASM sont déjà en place. Le défi qui reste dans la formalisation est la délimitation des sites miniers, comme ceux-ci sont répartis sur tout le pays, et travaillent dans les autres domaines populaires.